

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE
Département économie, 4^{ème} Année Option développement
Mémoire de fin d'études du second cycle
pour l'obtention du diplôme de MAITRISE ES ECONOMIE

***Le secteur agricole dans le processus de
développement de Madagascar***

Impétrante : Mlle Norombolamiadanirina Aina Safidy

Encadreur : Docteur RAKOTOARISON Rado Zoherilaza

Maître de conférences

Date de soutenance : 22 Mai 2013

Année Universitaire : 2011-2012

REMERCIEMENTS

Ce mémoire de fin d'études a été réalisé avec l'assistance effective combien précieuses de notre *Dieu tout puissant* qui m'a donné la force et l'intelligence pour la réalisation de ce mémoire. Puis mon encadreur Monsieur RAKOTOARISON Rado Zoherilaza, Maître de Conférences. Malgré ses lourdes responsabilités, il s'est beaucoup consacré pour me guider dans mes travaux de recherche et pour assumer son rôle. C'est envers lui que j'exprime ma reconnaissance et mes sincères remerciements.

J'adresse également mes vifs remerciements à l'endroit de tous les enseignants de l'Université d'Antananarivo, des membres du personnel de cette Université qui m'ont consenti la formation et qui ont bien voulu m'offrir les instruments et outils d'analyses indispensables dans la réalisation de ce document.

Enfin, je tiens à remercier vivement toutes personnes, responsables administratifs ainsi que le ministère de l'agriculture, le CREAM, le Cite Ambtonakanga et l'INSTAT pour les aides qu'ils m'ont accordés durant mes collectes d'informations, ainsi que mes parents, ma famille et mes amis pour leurs encouragements et soutiens qu'ils ont témoignés au cours de mes études supérieures à l'Université d'Ambohitsaina.

Glossaire

Développement : un état quantitatif et qualitatif parmi les meilleurs du monde.

Politique agricole : un plan bien défini, élaboré par le pouvoir public pour manifester son intervention dans le secteur agricole.

Secteur d'activité : un champ dans lequel une économie ou une population consacre ses capacités actives.

Production agricole : combinaison du travail de la terre avec celui de l'homme et d'autres outils pour obtenir un bien destiné à l'alimentation ou matière première pour en faire un.

Productivité agricole : rapport entre le produit et un facteur de production ou un groupe de facteurs de production utilisés dans le secteur agricole.

Liste des abréviations

AFD : Agence Française de développement

BAD : Africaine de Développement

CFAA : Centre de formation agricole d'Ambatofotsy

COI: Comité de l'Océan Indien

DSRP : Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté

EPM : Enquête Préliminaire auprès des Ménages

FAO : Food and Agriculture Organisation

FIDA : Fonds International de Développement Agricole

FORMAPROD : Formation Professionnelle et d'Amélioration de la Production Agricole à Madagascar

FMI: Fonds Monétaire International

IAA : Industrie agro-alimentaire

INSTAT : Institut National de STATistique

MAP: Madagascar Action Plan

NPF : National le plus favorisé (tarif)

ODR : Observatoire du riz

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement

PAC : Politique Agricole Communautaire

PADR : Plan d'Action de Développement Rural

PED : Pays En Développement

PIB : Produit Intérieur Brut

PME : Petites et Moyennes entreprises

PSDR : Programme de Soutien pour le Développement Rural

R&D : Recherche et développement

SNFAR : Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

USD : Dollar Américain

ZIA : Zone d'investissement agricole

Sommaire

INTRODUCTION	1
Partie 1 : AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT	3
Chapitre 1 : L'ECONOMIE AGRICOLE.....	4
Chapitre 2 : LE SECTEUR AGRICOLE MONDIAL.....	21
Partie 2 : IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE MADAGASCAR	31
Chapitre 1 : DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE AU DEVELOPPEMENT TOUT COURT.....	32
Chapitre 2 : PERSPECTIVE DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE MALGACHE	50
CONCLUSION	62

INTRODUCTION

A l'issue du grand conflit ; la seconde guerre mondiale, le monde se divise en deux grands blocs opposés : l'Ouest et l'Est. Le bloc de l'Est et certains humanistes du bloc l'Ouest soutiennent activement la décolonisation. Cette dernière commence dans les années cinquante et se manifeste massivement dans les années soixante, surtout en Afrique. Cette décolonisation donne lieu à un troisième bloc, baptisé par Alfred SAUVY (1952)¹, le « tiers-monde ». Ce dernier s'est avéré un bloc économiquement et politiquement sous-développé. Dans ce sens que ses structures économiques, politiques et socioculturelles sont curieusement différent de celles des pays occidentaux. Et surtout, son système socioculturel est tout à fait particulier par rapport à celui des pays développés. Ainsi se situant entre deux grandes puissances, l'Ouest et l'Est, le tiers-Monde devient un terrain d'affrontements idéologiques, politiques, stratégiques et économiques de ces deux grandes puissances. De ce fait, chaque bloc veut, à tout prix, contribuer au développement de ces nouveaux pays. Pour cela, chacun joue la carte de la persuasion sur la supériorité de son modèle de développement : libéral pour le bloc de l'Ouest et, communiste pour le bloc de l'Est. Dans l'application de ces modèles l'Afrique reste le théâtre de nombreuses expérimentations souvent contradictoires, parfois sans intérêt sur le plan local.

Outre l'affrontement des grandes puissances, les scientifiques eux, engagent la bataille des théories, d'approches des phénomènes politiques et socio-économiques, susceptibles de servir de cadre, d'abord d'analyse scientifique et ensuite d'inspiration des décisions politiques et socio-économiques des pays du sud. Les études de science politique orientée sur la modernité politique et économique, grâce à leur ouverture aux autres disciplines voisines (économie, histoire, anthropologie, etc.) vont connaître une évolution décisive qui doit étudier les faits politiques et socio-économiques des pays du Tiers-Monde, non pas à la lumière des recettes miracles des sociétés développées, mais précisément, en se fondant sur les réalités des sociétés étudiées. Et ce, sans perdre de vue les apports positifs des pays développés.

Les trois quarts des pauvres dans le monde, subsistant avec moins d'un dollar par jour, vivent en milieu rural et dépendent essentiellement de l'agriculture pour survivre. Le dossier agricole constitue alors un enjeu majeur en matière de lutte contre la pauvreté et d'insertion

¹L'expression Tiers Monde fut inventée par SAUVY Alfred en 1952. Celle-ci apparut dans un article de l'Observateur intitulé « Trois monde, une planète »
Alfred Sauvy, "Tiers-Monde"., INED, PUF, 1956

des pays en développement dans l'économie mondiale. La question de réformes commerciales ne doit pas occulter le fait que de nombreux pays en développement ont aussi à surmonter leurs propres blocages internes afin de diversifier et d'accroître leur capacité d'offre. D'autant plus que ces pays ont eu des complications à passer du « traditionnel » au « moderne » notamment Madagascar. Auparavant qualifié de pays en développement ou pays du Tiers-Monde on parle maintenant de pays pauvres voire même pays pauvres très endettés. Surtout concentrés en milieu rural, les ménages pauvres dépensent la majorité de leur revenu à l'alimentation, censés être des agriculteurs, la situation dans laquelle se trouve ces ménages semble être paradoxale. Ainsi se pose le problème dans l'amélioration de leur niveau de vie, une question qui a suscité beaucoup de débat.

Etant ex colonie des pays actuellement développé, Madagascar fait partie des pays du Tiers-Monde. La grande île constitue un des pays exportateurs de produits agricoles vers les pays développés. Le secteur Agricole (agriculture, élevage et pêche) occupe une place prépondérante au sein de l'économie Malgache. Il est le principal pourvoyeur de valeur ajoutée, le principal gisement d'emplois et l'un des principaux fournisseurs de devises, mais aussi, il contribue à la sécurité alimentaire du pays et des ménages. Ce secteur vital est actuellement « malmené » par les évolutions rapides des règles du commerce international des produits Agricoles, auxquels il a du mal à s'adapter, bien qu'il dispose d'avantages comparatifs indéniables. Pour conserver sa position, le secteur Agricole malgache a besoin d'opérer un certain nombre de réformes. Les principales caractéristiques ont été consignées dans la feuille de route 2005-2012 de Madagascar. A cet effet, la Formation Agricole constitue l'un des outils essentiels d'adaptation du secteur aux nouveaux enjeux et de concrétisation de la Politique générale de l'Etat. L'alimentation est un besoin de base de tout homme. Disposant des avantages en dotation de facteurs terres et main d'œuvres, essentiels à la production agricole, pourquoi ne pas en faire notre principal métier et valoriser ainsi le secteur agricole comme principal facteur de croissance voire même développement du pays ? Ainsi ce document, une compilation des travaux de recherche sur le thème « le secteur agricole dans le processus de développement de Madagascar », sera composé de deux parties consacrées à l'agriculture dans le processus de développement d'un pays, on parlera surtout du cas de Madagascar. La première partie sera donc intitulée : l'agriculture et le développement, tandis que dans la deuxième partie on discutera de l'importance de l'agriculture dans l'économie Malgache.

Partie 1 : AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT

Le problème du retard de développement des pays du Tiers-Monde a suscité la curiosité des théoriciens chercheurs, et leur a servi de cadre d'analyses de base pour aider à la prise de décision. De même pour les grandes puissances qui veulent apporter chacun une touche de leur développement. Pendant la conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce ou OMC, de Hong Kong, la question agricole ainsi que celle du développement fut au cœur des négociations². Les Etats Unis et l'Union Européenne se sont confrontés sur les soutiens internes de l'aide alimentaire. Les enjeux étaient, pour le second, l'érosion des préférences et la protection de ses propres productions agricoles contre les importations en provenance de parties tierces mais cela empêcherait la croissance des exportations des pays en développement, principalement exportateurs de produits agricoles. Donc les subventions à l'exportation des pays développés furent éliminées, des accords agricoles consolidés. Tous ces efforts pour donner des dispositions favorables aux PED. Pour ce faire, différentes approches, dans le cadre de la science politique et de développement, ont été mise à jour. Avec ces approches, la science politique orientée vers le développement est placée au cœur du débat doctrinal. En ce qui nous concerne, nous allons situer le travail par rapport à ces idées et donner une vision d'analyse des problèmes des pays du sud. Géographiquement, les pays au-dessous de l'équateur bénéficient d'une nature plus généreuse que ceux au dessus, donc possèdent des avantages dans la transformation de cette nature. L'alimentation étant la base fondamentale de la vie humaine, ces pays devraient promouvoir leurs économies grâce à l'agriculture en fournissant ceux qui n'ont pas la même chance qu'eux, et régler ainsi le problème d'insécurité alimentaire. Le fait est que ce n'est pas le cas, on se demande dans quel mesure certains n'arrivent pas à leurs développement et comment d'autres ont réussi, avec ou sans cet avantage ? Pour susciter des réponses à cette question, il nous faut d'abord décrire l'économie agricole dans un premier chapitre et définir ainsi sa place dans le développement. Ensuite le second chapitre sera consacré aux cas de certains pays dont le secteur agricole est un point stratégique de développement.

² OMC, « retour sur la négociation agricole », Paris., du GRET, février 2006

Chapitre 1 :L'ECONOMIE AGRICOLE

L'agriculture étant l'activité économique la plus ancienne, les thèses qui la développe remonte déjà aux physiocrates. Dans ce temps chaque pays caractérisait sa propre économie et la contrôlait. Mais après la succession des différentes pensées, et les chocs historiques ; la vie tant économique que sociale et politique des pays fut radicalement bouleversée. Partant du même objectif qui est de se développer, les pays du Nord ont eu plus de chance que ceux du sud et profitent pour exercer leur emprise sur eux. Le fait est que les pays du sud sont les principales producteurs de produits agricoles et comme l'agriculture est toujours à la base irremplaçable de l'alimentation humaine, tout le monde, y compris eux même, s'intéresse sur ce que pourrait être ou ce que pourrait devenir l'agriculture. Etant l'assurance de l'alimentation de tout le monde, donc la survie de l'humanité, on ne peut pas alléger les problèmes dont l'agriculture se trouve confrontés. Il est donc normal, à savoir de notre devoir, d'assurer le bon fonctionnement de ce secteur d'où l'importance de l'économie agricole. Elle nous permet d'allouer les ressources naturelles, surtout la terre de façon optimale. Mais comment y procéder ? Les différentes théories qui en parle sont nombreuses ce qui constituera la première section de ce chapitre. Mais il est logique que ces théories ne sont que des représentations idéalistes qui définissent ce qui doit être pour atteindre un objectif déterminé, c'est pourquoi dans la deuxième section on étudiera l'agriculture selon les contextes socio-économiques que l'économie mondiale a successivement vécu.

Section 1 : Les théories économiques « agricoles »

A l'échelle de la vie de la planète, la naissance de l'agriculture apparaît au néolithique, alors que son développement et le bien-être matériel qui l'accompagne demeurent un phénomène des plus récents. Dès le début de l'humanité, l'alimentation est le grand problème de la vie dans un monde caractérisé par la rareté substantielle des ressources. C'est cette rareté qui est le fondement de l'économie. Les causes de la naissance de l'agriculture sont aussi nombreux que les écoles de pensée. Pour certains, l'agriculture est la conséquence de l'expression des besoins vitaux. Et comme l'homme se prolifère et que ses besoins excèdent la capacité de production de la nature ; il doit faire preuve d'intelligence et mettre en œuvre des techniques astucieuses pour produire plus que l'apport naturel des écosystèmes. La nature bien qu'immuable se répète comme mois, saison, mais si elle est cyclique, elle trouve toujours son équilibre. Tout désordre est alors intolérable, « l'ordre naturel des choses » ne doit pas être dérangé. Le fait est que même si l'alimentation était autrefois la seule grande préoccupation de l'humanité, son amélioration nécessite l'insertion de différentes

composantes qui doit l'accompagner. Le problème réside surtout dans le fait que même si la nature est un bien libre, son accès est restreint selon différentes conditions. Et les théories ainsi développées se concentrent surtout sur les techniques de bon fonctionnement des relations entre ceux qui ont accès libre aux ressources et ceux qui n'en ont pas. D'où le premier point de cette section qui parlera de la physiocratie avec ses classes ; tandis que dans le deuxième point on verra le point de vue libérale. Quant au troisième et dernier point de cette section on étudiera la place de l'agriculture dans les secteurs d'activités de la vie de l'humanité.

I. La physiocratie

« Physic » signifie nature et « craties » veut dire puissance. La physiocratie littéralement veut dire gouvernement de la nature et qui a une double signification.

D'une part, la théorie de la valeur part de la productivité de l'agriculture au cycle économique et reflet du cycle agricole. Contrairement aux mercantilistes qui préconisent l'origine de la richesse par l'accumulation physique d'or ; l'or qui est le seul élément de la valeur, les physiocrates pensent que l'accumulation de la richesse se base sur l'accumulation de la valeur agricole, que seule la production agricole peut produire de la richesse. En effet, l'agriculture et ses éléments caractéristiques sont les seuls capables de fournir la richesse à une nation. D'autres parts, la conception de l'organisation économique préfigure une fois centré dans les mécanismes spontanés du marché qui est guidé par les produits qu'on devrait vendre au marché.

La physiocratie est un courant économique apparu vers la seconde moitié du 18^{ème} siècle, jusqu'à la fin du 18^e siècle. Pour QUESNAY et les physiocrates, toutes les productions, toutes les richesses d'une nation, proviennent en dernière instance de l'agriculture³. L'agriculture ne permet pas seulement la production de subsistance, elle permet aussi d'obtenir toutes les matières premières dont les produits artisanaux et manufacturés sont faits. En fait, les physiocrates identifient ici terre et nature.

1. Concept de base de la physiocratie

Organisés comme un véritable parti politique, les différents membres de la physiocratie regroupés autour du docteur Quesnay vont dominer pendant un quart de siècle la pensée française, proposant un « modèle » cohérent destiné à apporter une « révolution d'en haut » confiant à l'agriculture un rôle d'entraînement. Littéralement la « physiocratie » veut

³ François QUESNAY, « le tableau économique »

dire : « gouvernement de la nature ». François Quesnay et les physiocrates ont prôné pour l'« ordre naturel » qu'on devrait respecter. Parmi les propositions de la politique économique, on trouve un plaidoyer général en faveur de la liberté du commerce et en particulier pour celui du blé, l'objectif recherché étant le « bon prix » et l'organisation de l'agriculture sous la forme de grandes exploitations affermées.

La construction physiocratique présente avec François Quesnay une double caractéristique : au plan philosophique l'analyse de l'ordre naturel, au plan économique l'analyse du circuit de dépenses entre classes retracé par le « tableau économique ». Transcendantes, les lois naturelles sont voulues par Dieu pour le bonheur des hommes ; l'ordre naturel en résultant qui renferme les lois fondamentales de toute société présente trois caractéristiques : la propriété liée à l'essence de l'homme et se déclinant en propriétés personnelles, mobilière et foncière ; la liberté spontanée égale pour tous ; l'autorité titulaire et désintéressée de monarque.

2. *Le tableau économique*

Le tableau économique constitue une véritable théorie de la production et décrit la manière dont s'opère entre trois classes la circulation du revenu national. La richesse est définie comme « la masse des valeurs qu'on peut consommer au gré de désirs sans altérer le principe qui les reproduit sans cesse » ; la production est considérée comme le supplément d'output obtenu par rapport aux inputs utilisés ; en découle le concept de productivité réservée à la seule activité agricole, les autres étant considérées comme « improductives » ou « stériles » qu'il s'agisse des activités commerciales ou industrielles. Pour produire sont effectuées les trois séries d'avances des trois classes suivantes :

- Classe productive : avance annuelle de cette classe, montant à deux milliards qui ont produit cinq milliards, dont deux milliards sont en produits net ou revenu ;
- Classe des propriétaires : revenus de deux milliards pour cette classe, il en dépense un milliard en achats à la classe productive et l'autre milliard en achat à la classe stérile ;
- Classe stérile : avances de cette classe d'un milliard qui se dépense par la classe stérile en achats de matières premières à la classe productive.

Quesnay et les physiocrates critiquent fortement la politique économique française inspirée par le « système mercantile » ; ils accusent le « colbertisme » de négliger l'agriculture au profit de l'industrie et du commerce. En effet la population rurale pauvre,

vivant essentiellement de l'agriculture se rue vers les villes où se concentre le commerce et les industries jugeant que ces deux domaines sont source rapide de richesses.

3. *Le produit net*

« Le produit net est le prix payé au propriétaire pour la permission que celui-ci a donnée de se servir de son champ pour y établir une entreprise »⁴. C'est-à-dire que ce produit net est constitué par «les profits » ou les «revenus » que l'on retire de la production des exploitations agricoles. Il est crée par l'agriculture ou le travail de la terre.

Le produit net est versé au propriétaire foncier en tant que revenu et ceci sans porter atteinte à la reproduction annuelle des richesses, puisque les agriculteurs ont récupère préalablement toutes leurs « avances » ou l'investissement préalable qu'ils ont utilisé y compris leurs « subsistances ».Le produit net doit intégralement dépenser par les propriétaires fonciers qui l'ont reçu comme revenu. Les propriétaires ont précisément pour rôle social de le distribuer. François Quesnay dans l'analyse de son tableau économique a fait intervenir des chiffres qu'il considère la production des agriculteurs. Il propose le cas suivant : les agriculteurs produisent l'équivalent de cinq milliards en produits agricoles ; ils conservent l'équivalent de 2 milliards pour pourvoir à leur entretien et pour procurer des avances à la terre, ils vendent 3 milliards restant aux deux autres classes. Grâce à cette vente, ils peuvent payer le produit net et acheter a la classe stérile des produits finis, qui serviront d'avances. Quesnay considère que ces avances peuvent diminuer si des taxes trop lourdes frappent les agriculteurs, si les dépenses non agricoles de la classe stérile et celle des propriétaires foncières sont trop fortes et si les commerces extérieurs et intérieurs manquent de liberté. Il est indispensable d'assurer la liberté de l'économie. Les physiocrates dépassent la vision mercantiliste de l'économie pour laquelle l'économie est la science des affaires de Prince. Donc, elle doit servir les producteurs et les citoyens et doit être libres de circulation et stimule la production et la richesse du tous, d'où la notion « laissez passer ».

Les physiocrates sont les premiers libéraux ; ils considèrent que l'Etat ne doit pas intervenir dans l'économie et qu'il doit respecter les lois physiques qui la guident. Les intérêts individuels et surtout ceux des agriculteurs sont conformes à l'intérêt général. Il faut respecter l'ordre naturel de l'économie et respecter la propriété privée.

⁴ François QUESNAY, « le tableau économique »

II. L'agriculture dans les théories libérales

La théorie capitaliste se fonde sur l'idée de libéralisme économique. Contrairement à la physiocratie, elle accorde toute son importance à la classe capitaliste qui ne figure pas dans le tableau économique de Quesnay, donc fait partie de la classe stérile. Le capital est le facteur de la dynamique de l'économie marchande et donc dans la production agricole marchande⁵. L'activité agricole est accomplie par une société pour répondre à ses besoins alimentaires et, dans le même temps, pour accéder au rang de grande puissance économique. La plupart du temps la société dont il est question est une société capitaliste où la place de l'agriculture dans la dynamique du système capitaliste est définie au préalable c'est-à-dire le rôle de l'agriculture dans l'accumulation du capital. Après son ouverture aux marchés extérieurs, un pays bénéficie de plus de débouchés qu'avant grâce à la facilitation de l'exportation de ses produits. De même dans la filière agricole, la production n'est plus consacrée à la subsistance mais aussi à l'exportation (d'habitude des matières premières). On constatera donc un accroissement de la production et donc une croissance économique. Mais avec le surplus de profit ainsi obtenu, on a intérêt à investir d'avantage pour promouvoir la production d'où l'importance du capital ; produire plus pour investir plus. Mais cela ne se passe pas forcément de cette manière surtout pour la plupart des pays à économie agricole. L'approche libérale de Rostow et le modèle dualiste de Lewis auront beaucoup d'écho dans la « vie agricole ».

1. Approche libérale de l'économie agricole

Le terme " étapes de la croissance " fait penser à l'évolution linéaire de la croissance, analysée par Rostow⁶. On distingue trois grandes étapes dans l'évolution agricole selon Mellor et Johnston⁷. La première est celle des prés conditions du développement agricole. Pendant ce stade, les changements institutionnels et de comportements indispensables à la croissance de l'output se mettent en place. Ces changements sont caractérisés par : l'amélioration de la structure foncière, de l'accès au marché des biens de consommation, de l'information concernant les techniques disponibles, du changement des comportements et de l'extension de la réceptivité des agricultures au progrès.

⁵E. T. Mandrara, « dynamique de l'économie marchande »., l'Harmattan

⁶W. Rostow, « les étapes de la croissance »., le seuil, 1960

⁷Alain MOUNIER, 1992, « Les théories économiques de la croissance agricole », collection ECONOMICA, p25

La deuxième est celle de l'augmentation de l'efficacité des processus de production agricole par la diffusion d'innovation « labour-intensive » et « capital-saving »⁸. Cette innovation consiste à utiliser moins de capital et plus de main-d'œuvre. Cette étape est adaptée au développement agricole à condition que le secteur agricole soit l'activité productive dominante avec la population et le revenu par tête, et le capital nécessaire à l'expansion du secteur industriel est rare.

La troisième et dernière phase de l'évolution agricole est caractérisée par une technologie, " capital-intensive " et " labour-saving ". A cette étape, on utilise plus de capital et moins de main-d'œuvre. Cette dernière phase est celle dans laquelle le poids relatif de la production et de l'emploi agricole dans l'économie se réduit à un rythme rapide.

Le rôle déterminant de la fonctionnalité du secteur agricole est comme suit : il consiste d'utiliser les ressources abondantes et d'économiser les ressources rares et de lever par là certains facteurs limitant le développement des autres secteurs économiques. Ainsi, la technologie agricole s'adapterait au stade de développement économique caractérisé par une dotation en ressources déterminée.

2. Le modèle dualiste : le développement avec une offre illimitée de main-d'œuvre (Lewis, 1954)

Il s'agit du modèle le plus justement célèbre de l'économie du développement, qui restitue le mécanisme de la croissance dans une économie traditionnelle. Lewis part tout d'abord du principe classique d'accumulation selon lequel les profits sont à l'origine de l'épargne, de l'investissement et donc de la croissance. La classe des capitalistes industriels ou agricoles (plantations) est en outre la seule à investir de façon productive, contrairement aux classes dominantes des sociétés traditionnelles : propriétaires terriens, commerçants, banquiers, prêtres, militaires, aristocrates, qui ont d'autres intérêts : palais, monuments, temples, fortifications, etc. Ainsi, le développement ne peut subvenir que si la répartition des revenus se modifie en faveur des capitalistes, aussi bien du secteur privé que du secteur public.

Ensuite, Lewis considère une économie à deux secteurs : le secteur capitaliste et le secteur de subsistance. Dans celui-ci on trouve bien sûr l'agriculture traditionnelle, mais aussi tout ce que l'on appelle aujourd'hui le secteur informel : travailleurs occasionnels, petits

⁸Alain MOUNIER, 1992, « Les théories économiques de la croissance agricole », collection ECONOMICA, p29

marchands, domestiques, gardiens, etc. La productivité des travailleurs est très faible, comme les revenus. Beaucoup, employés ou non, sont improductifs : par exemple, le travail de la ferme pourrait être fait avec moins de personnes, plusieurs gardiens sont employés là où un seul suffirait, etc. cela signifie que la productivité marginale peut être très faible ou même nulle, inférieure au salaire ou au revenu perçu. Dans la ferme traditionnelle le revenu moyen correspondra à la production divisée par le nombre des membres, même si certains ont un produit marginal inférieur.

Il en résulte du point précédent que l'économie dispose d'un excédent de main-d'œuvre correspondant au chômage déguisé du secteur de subsistance. Cette abondance de main-d'œuvre non qualifiée explique l'expression « offre illimitée de main-d'œuvre » : le secteur capitaliste moderne trouve dans le secteur de subsistance des réserves de travailleurs sans avoir à augmenter le salaire qui reste fixe. Selon les termes de Lewis : « l'offre de travail est illimitée aussi longtemps que, pour un salaire donné, elle excède la demande de travail ». Ceci peut encore s'exprimer par l'idée d'une offre infiniment élastique de main-d'œuvre.

La scène étant mise en place, Lewis met la pièce en mouvement : le développement, dans une économie dualiste, consiste dans la réduction progressive du secteur archaïque et le renforcement du secteur moderne. Celui-ci va progressivement absorber la main-d'œuvre du secteur de subsistance, grâce à un salaire un peu plus élevé, mais qui reste faible. L'embauche va d'abord durer tant que la productivité marginale des travailleurs est supérieure au salaire. Le profit réalisé va être investi par les capitalistes, ce qui permettra d'accroître la productivité marginale, et d'entamer une nouvelle phase d'embauché, jusqu'à l'égalisation salaire-productivité marginale, et ainsi de suite... A la fin de processus, toute la main-d'œuvre en excédent sera absorbée par le secteur capitaliste, les revenus et les salaires vont alors s'élever dans le secteur de subsistance où la main-d'œuvre n'est plus abondante, et également dans le secteur moderne.

III. La théorie des « trois secteurs »

Le développement a depuis longtemps fait l'objet des différents débats, de politique, surtout quant on parle des pays sous développés. Chacun s'est efforcé à y parvenir et ça a marché pour certains d'autres n'ont pas eu assez de chance ou plutôt assez de techniques et de moyen. Considérons en particulier le processus de développement en tant qu'évolution des trois secteurs d'activités économique. L'agriculture celle classée primaire est aussi une des principales activités des pays en voie de développement. La théorie des « trois secteurs » est

une autre conception « linéaire » du développement car d'après elle, le développement serait un changement de structures progressif et uniforme. Le changement ainsi voulu se ferait par une même succession de phase pour tous les pays. Mais on ne peut pas pour autant s'y fier puisque les pays ne sont pas tous les mêmes. Nous allons donc définir dans un premier point les trois secteurs d'activités pour ensuite expliquer la théorie et l'évolution des trois secteurs dans un second point. Un troisième point sera consacré à mettre en liaison l'agriculture avec l'industrie.

1. Les trois secteurs d'activité économique

L'économie de tout pays a commencé par la production agricole mais pour aller vers le développement il faut que chaque pays traverse les trois secteurs d'activité suivants :

- D'abord, le secteur agricole consacré essentiellement à la production des biens de premières nécessités ou des biens de consommation ;
- Ensuite, l'économie doit s'orienter vers les services constituant le deuxième secteur où la communication entre agents économiques prend beaucoup d'importance ;
- Enfin, la dernière : le secteur tertiaire qui est basé sur l'industrialisation. La production ne sera qu'agricole mais aussi industriel avec des produits finis.

2. Théorie et évolution des trois secteurs

La théorie des trois secteurs (primaire, secondaire, tertiaire, assimilé ici à l'agriculture, à l'industrie et aux services) est attribuée généralement à Colin Clark⁹, mais elle a des antécédents lointains, notamment chez William Petty (1691), et a connu d'autres formulations, notamment en France, avec J. Fourastié (1949).

La théorie d'un développement caractérisé par un changement dans le poids relatif des secteurs de production peut s'exprimer en termes de population active ou de valeur ajoutée. Il s'agirait d'un glissement par exemple de la population active dans secteur primaire vers le secteur secondaire, puis du secteur secondaire vers le secteur tertiaire. Un tel glissement peut provenir du jeu de deux facteurs : l'évolution relative de la demande adressée à chacun des trois secteurs, les conditions d'application du progrès technique dans les trois secteurs.

On considère généralement que l'élasticité de la demande par rapport au revenu est supérieure pour les produits industriels à ce qu'elle est pour les produits agricoles ; mais parallèlement, la croissance de la production est généralement plus rapide dans le secteur

⁹Colin Clark, « les conditions du progrès économique », 1ère éd., 1941

industriel que dans le secteur agricole. C'est d'ailleurs un des avantages attendus de l'industrialisation.

3. *L'agriculture et l'industrie*

a) L'agriculture est nécessaire à l'industrie

L'accroissement de la productivité agricole est nécessaire à l'industrialisation pour différentes raisons :

- Permettre une meilleure alimentation, condition d'un accroissement de productivité dans le secteur industriel¹⁰ ;
- Dégager la population active susceptible de travailler dans le secteur industriel dans l'excédent de main d'œuvre rurale ;
- Les produits agricoles exportés du pays procurent des devises
- L'agriculture fournit des matières premières à l'industrie : une part importante de l'industrie des pays en développement repose sur la transformation de produits agricoles.

b) L'industrie nécessaire à l'agriculture

L'industrie efficace représente un intérêt capital pour le développement en particulier pour l'agriculture. Les raisons en sont partiellement symétriques des précédentes.

- L'industrie assure un débouché pour les produits agricoles, elles peuvent être tournées vers le marché intérieur ou vers l'extérieur ;
- L'industrie approvisionne l'agriculture, sous réserve qu'elle soit compétitive par rapport à l'importation, les moyens techniques permettant l'accroissement de la productivité agricole : matériel agricole simple ou complexe, engrais, matériel de canalisation, de construction, outillages divers, etc.

Il est donc étonnant qu'une croissance rapide de la production agricole soit souvent associée à une croissance rapide du produit global et inversement¹¹. Les pays qui avec une faible croissance agricole et une forte croissance globale font exception à cette règle sont essentiellement des pays miniers ou pétroliers.

¹⁰ Pour une bonne qualité du capital humain

Section 2 : L'agriculture dans les contextes historiques

L'agriculture est l'ensemble des travaux qui modifient le milieu naturel pour produire les végétaux et les animaux utiles à l'homme. Elle est donc à la fois, une transformation du milieu et une adaptation à certaines de ses potentialités, en particulier celles destinées à son alimentation. Au fil du temps les agriculteurs-éleveurs peuvent nourrir d'autres personnes ne travaillant pas pour l'alimentation¹². Les sociétés sont d'autant plus évoluées qu'elles consacrent moins de temps à se nourrir pour s'adonner à des activités artisanales, esthétiques, intellectuelles ou encore spirituelle. L'agriculture se développait depuis le moyen âge, dans une économie productrice particulière qui secrète une société elle-même particulière ; la société paysanne. Il n'est plus question de survie mais de vie tout court, puisque les ressources naturelles sont exploitées par un groupe de la société seulement. L'activité agricole n'a pas pris, dans tous les continents la même forme ni la même évolution d'autant plus que la nature n'est pas généreuse de la même manière pour tout le monde. Comme sur toutes autres activités de l'homme, les différents chocs, crises ou révolution ont eu des impacts sur l'agriculture. Comment le secteur agricole ou bien les « acteurs agricoles » ont-ils réagi face à ces différents bouleversements ? Pour une étude plus large du sujet, on parlera dans cette section des trois points suivants : l'agriculture et la colonisation ; l'agriculture et la libéralisation des échanges ; et le rôle de l'Etat dans le développement agricole.

I. Agriculture et colonialisation

A des degrés divers, la plupart des PED ont en effet été le terrain de la colonialisation des grands empires émanant des pays d'occident. Leurs contours politiques actuels ont par ailleurs été largement déterminés par cette histoire et par leur accès à l'indépendance. Il ne convient pas ici de juger du bien-fondé historique des processus de colonialisation puis de décolonisation, notamment dans la perspective de développement. Par contre ces différentes périodes et étapes politiques ont indéniablement laissé des traces dans le monde rural dans ses paysages et son fonctionnement.

« A l'origine, un agriculteur est un « colon ». Il a ensuite signifié plus précisément une personne envoyée mettre en valeur des terres nouvelles, loin du centre du pays, sur ses franges ou dans des territoires conquis outre-mer » (R. Brunet, 1992, p.107). Certes les processus de décolonisation ont tâchés, parfois avec succès, d'en gommer toute trace dans les

¹¹ Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1982 ; sur l'expérience des années 70 et pour les pays où l'agriculture représentait au moins 20% du produit

¹² Ce sont, selon l'expression d'Aristote les fameuses classes « improductives », les prêtres et les guerriers

paysages, les mentalités, les infrastructures ou encore l'économie mais histoire et géographie ne semble pas pouvoir être séparées dans une étude des crises et des mutations des agriculteurs et des espaces ruraux.

1. *Le contrat colonial*

Le « contrat colonial » s'appuyait largement sur une exploitation destinée non à satisfaire des besoins locaux mais une demande extérieure, qui émanait principalement des métropoles colonisatrices. En ce sens, on avait véritablement affaire à une agriculture d'exportation. Fondé sur l'exploitation d'une main d'œuvre bon marché voire sur l'esclavage des populations locales ou d'une population « importée » de force (le plus souvent depuis le continent africain), cette colonisation exploitait les spécificités bioclimatiques des espaces ruraux pour produire un certain nombre de cultures particulières. Dans le monde tropical ou subtropical, son expression la plus achevée est sans doute *l'agriculture de plantation, articulée autour de la monoculture* du café, du cacao, de la canne à sucre, du coton, du tabac, du caoutchouc, du manioc ou encore de la banane. Une brusque intrusion de la modernité dans les systèmes de production traditionnels est incontestablement facteur de crise et mutation. « Alors que l'agriculture nourricière tropicale est la plus primitive du monde, l'agriculture de plantation est l'une des plus modernes. Elle est fondée sur des techniques ou scientifiques très poussés, utilise souvent des machines agricoles et des méthodes agronomiques savantes. Bref, elle fait figure d'entreprise industrielle par rapport à l'économie traditionnelle environnante. » R. Lebeau, 1986, p. 139

Spatialement restreintes dans le monde mais de très grandes dimensions, basées sur une agriculture d'inspiration scientifique, ces plantations sont grosses consommatrices d'investissement et de main d'œuvre. Ce type d'exploitation est pourtant à haut risque compte tenu de l'instabilité politique, de la concurrence croissante des petits planteurs locaux ou des transferts de cultures inopérants ou difficiles du fait des maladies de certaines plantes.

2. *Nouvelles formes de colonisation*

Une des conséquences de la mondialisation des marchés est en effet l'apparition de nouveaux modes d'exploitations basées sur l'exportation. Une dépendance économique et capitaliste se substitue ou survit à la dépendance politique, où toujours le marché extérieur est préféré au marché intérieur moins large et moins rémunérateur. Ces associations contractuelles entre grandes entreprises et gouvernements prêtent également souvent le flanc à la corruption et ne profitent que rarement aux populations rurales locales. La partie d'une

agriculture spéculative est donc aussi celui du contre-développement en ce sens que les richesses sont de plus en plus mal réparties et que la facture sociale s'accroît.

Aussi paradoxale que cela paraît, Madagascar a beau être un pays en développement mais les citoyens malgaches ne sont jamais en retard sur les dernières découvertes dans le monde, surtout s'il s'agit de la mode ou des marques que ce soit vestimentaire ou d'automobile. Même si l'accessibilité à ces « nouveautés » est restreinte, à cause des prix, des malgaches en possèdent quand même puis la majorité de la population suivra avec au moins un exemplaire du bien. C'est le cas des jeans « slim » adoptés par les filles malgaches, on assiste à une colonisation du mode vestimentaire. En revenant sur notre thème, seuls les ménages les plus pauvres se nourrissent de plat à base de riz. Submergé par le travail, une lutte quotidienne contre la faim, on assiste maintenant à une sophistication des nourritures mais cela est du aussi à l'existence de plusieurs choix d'alimentation sur les « marchés », les plus consommés étant les spaghettis ou les pattes chinoises, essentiellement importés. Alors même le mode de nutrition est influencé par celui étranger, plus facile à préparer et à digérer.

II. Agriculture et libéralisation des échanges

Dans le contexte de la mondialisation une ouverture aux marchés extérieurs fut à l'ordre du jour des échanges mondiaux. Les produits agricoles comme tous les autres produits ont vu leur production s'accroître, ce qui a été notamment le principal objectif, la croissance. Mais les analyses sur l'impact de la libéralisation des échanges agricoles ont pu être critiquées pour leur approche trop globale et leur incapacité à intégrer les spécificités des différentes structures de marché au niveau des produits, ainsi que la complexité des différents régimes de politique commerciale. Il convient de bien différencier ces marchés en fonction de la nature des distorsions.

En effet, la croissance ainsi posée comme objectif n'est pas remarquée dans certains pays ayant libéré leur marché plus particulièrement dans les pays dont les produits sont principalement à base agricole. Le libéralisme économique ne profite qu'aux pays déjà considérés comme grandes puissances mondiales. Les produits agricoles sont des matières premières à faible valeur ajoutée. Les pays agricoles exportent les matières premières des biens finis qu'ils importent ensuite, alors que l'agriculture est un processus nécessitant beaucoup de main d'œuvre et la plupart des cultures sont effectuées de manière traditionnelle ce qui explique la faible productivité du secteur agricole. Le libéralisme a pris une importance grâce à ces vertus mais on assistera à une situation paradoxale en analysant l'agriculture dans

l'économie mondiale caractérisée surtout par les grands pôles de puissance économiques, et de l'agriculture dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

1. Les vertus de la libéralisation du commerce

Partant d'une situation d'omniprésence des Etats dans le développement agricole, les programmes de libéralisation ont cherché à promouvoir le marché comme dispositif privilégié de coordination et la « vérité des prix » comme garante de l'efficacité dans l'économie. Libéraliser le commerce agricole est une idée séduisante parée de deux vertus. La première est celle de l'efficacité. En effet, la libéralisation des prix agricoles conduit théoriquement, dans une économie marchande, à l'allocation optimale des ressources. Autrement dit, la libéralisation permet la production d'un bien-être maximum à partir d'un ensemble contraint de facteur et cet « effet richesse » devrait profiter à toutes les Nations.

La seconde vertu de la libéralisation est celle de l'équité. L'agriculture dans les pays riches bénéficie d'importantes subventions et de protections tarifaires qui enlèvent tout sens à la notion d'avantages comparatifs « naturels ». Ainsi d'après l'OCDE, entre 1986-2001, le soutien aux producteurs est passé de 9 000 à 17 000 euros par équivalent agriculteur à temps plein dans l'Union Européenne, de 15 000 à 22 000 euros aux Etats-Unis, de 12 000 à 26 000 euros au Japon, contre moins de 300 euros en Afrique Sub-saharienne. Sans ces subventions et les protections tarifaires qui les accompagnent, les Etats-Unis ne produiraient pas de coton, pas de riz, pas de maïs; la Japon ne produirait pas de riz, l'Union Européenne ne produirait pas de sucre, pas de riz, pas de maïs, moins de bœufs, moins de fruits, moins de blé.

Supprimer subvention et soutiens revient alors à redistribuer géographiquement les zones de production, au profit des régions où les facteurs indispensables à la production agricole que sont la terre et la main d'œuvre sont relativement abondants. Or les pays pauvres répondent à cette définition. Libéraliser le commerce agricole devrait donc déboucher sur une distribution plus juste des revenus agricoles dans le monde. Il existe un effet « redistributif » dont les nations les plus pauvres, opprimées par les subventions des pays riches, devraient tirer profit.

2. L'agriculture dans l'économie mondiale

D'après ces vertus de la libéralisation économique, les pays agricoles devraient afficher une part importante de l'agriculture dans leur PIB. Les pays sont classés selon le niveau de leur PIB et de leur spécialisation dans les activités économiques. Dans les pays

à vocation agricole, l'agriculture possède une grande place dans la croissance économique. Pour ces pays, le défi majeur est de promouvoir l'agriculture à jouer son rôle de moteur de la croissance et de réduire de la pauvreté. Pour les pays en mutation, l'agriculture contribue au développement de manière moins importante. L'accroissement des inégalités en milieux ruraux et urbains en termes de revenu crée des tensions politiques et sociales. La réduction de la pauvreté nécessite la croissance dans l'agriculture et dans l'économie rurale non agricole. On remarque que dans ces deux catégories de pays, la pauvreté se concentre en zones rurales. Dans les économies urbanisées, la contribution de l'agriculture est de faible part dans la croissance. L'agriculture agit comme tout autre secteur marchand, elle est prédominante dans quelques régions. Elle a l'aptitude de réduire la pauvreté rurale en insérant les ruraux pauvres en tant que producteurs directs et en leur créant des emplois.

Tableau 1: caractéristiques des trois catégories de pays, 2005

	Pays à vocation agricole	Pays en mutation	Pays urbanisés
Economie			
-PIB par habitant (en USD de 2000)	379	1 068	3 489
-croissance annuelle du PIB	3.7	6.3	2.6
Agriculture			
-valeur ajoutée agricole par habitant (en USD 2000)	111	142	215
-part de l'agriculture dans le PIB(%)	29	13	6
-contribution agricole à la croissance, 1993-2005 (%)	32	7	5
-croissance annuelle du PIB agricole, 1993-2005 (%)	4	2.9	2.2
-croissance annuelle du PIB non agricole, 1993-2005 (%)	3.5	7	2.7

Source : données sur la population active : FAO, 2006a ; autres données : Banque Mondiale, 2006b.

On constate que le niveau du PIB de 1993 à 2005 se trouve le plus élevé pour les pays en mutation ou les pays émergents en comparaison avec celui des pays à vocation agricole et des pays urbanisés. Ce niveau du PIB est expliqué par la croissance économique réalisée par ces pays durant seulement une vingtaine d'année. La part de l'agriculture dans le PIB est très élevée dans les pays à vocation agricole du fait de la masse des activités agricole dans l'économie de ces pays. Cependant, la valeur ajoutée agricole par habitant se situe à un montant faible par rapport à celle des autres types de pays. La raison en est que dans ces deux catégories de pays, l'agriculture se trouve plus

modernisée que celle dans les pays à vocation agricole. C'est pourquoi l'agriculture est parmi les points importants à étudiés dans le cadre des objectifs du millénaire pour le développement, afin de rester dans un champ libéral.

3. *L'agriculture dans les objectifs du millénaire pour le développement (OMD)*

Dans la déclaration du Millénaire, les Etats membres des Nations Unis reconnaissent que le commerce est un moteur important de la croissance. L'essor des échanges internationaux ces vingt dernières années a accéléré l'intégration économique et contribué à relever les niveaux de vie. De nombreux pays en développement ont pris part à ce processus : ils assurent désormais près d'un tiers du commerce mondial et contribuent à stimuler les échanges Sud-Sud. Tout cela grâce à des cycles de négociations commerciales multilatérales qui se sont succédé depuis 1947. Mais même avec ces accords commerciaux, les obstacles aux échanges n'ont pas disparu et demeurent importants dans certains secteurs essentiels pour les pays en développement.

Dans l'agriculture, qui compte parmi les secteurs soumis aux plus fortes distorsions, les progrès dans la réduction des droits élevés et de subventions qui faussent le commerce ont été limités. Or ce secteur constitue un enjeu particulier en matière de lutte contre la pauvreté et d'insertion des pays en développement dans le commerce mondial. Les exportations agricoles représentent près de 60% des recettes d'exportation dans environ la moitié des pays d'Afrique subsaharienne. Les agricultures du sud sont en général peu diversifiées et se concentrent sur un petit nombre de biens, souvent à faible valeur ajoutée.

Bien que les niveaux moyens de protection tarifaire soient comparables dans les pays industrialisés et dans les pays en développement, le recours aux subventions à la production dans les premiers et le fait que ceux-ci représentent les deux tiers du commerce agricole mondial souligne l'influence potentiellement importante des politiques agricoles des pays de l'OCDE sur le développement du sud. Existe-t-il une contradiction entre une logique « d'exception agricole » défendue par certains pays du Nord et la nécessité de renforcer les politiques de lutte contre la pauvreté pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)? Le rôle de l'Etat est ainsi remis en question, surtout dans l'élaboration d'une politique agricole.

III. Rôle de l'Etat dans le développement agricole

L'Etat maximaliste, soulignons-le, était la vision des premiers économistes du développement. Ils se basaient sur les défaillances du marché pour justifier une planification

étendue. C'est aussi la position des premiers gouvernements des pays en développement à peine indépendants et des pays occidentaux confrontés à l'énorme tâche de reconstruction après la seconde guerre mondiale¹³. Ils voyaient en l'Etat le moteur de la relance économique. Ils doutaient de la capacité du marché de faire décoller la production tant à court qu'à moyen terme. Pour eux l'Etat avait un rôle majeur à jouer dans la production. Car il est le seul à disposer d'une telle capacité. Les pays en développement qui ont connu une croissance rapide, la Corée du sud, Singapour ou Taïwan par exemple, sont des pays où l'Etat joue un rôle actif d'orientation du crédit vers des secteurs publics. Les stratégies de l'Etat sont surtout basées sur la combinaison des actions publiques et privées ce qui est à la base du succès. L'Etat ne doit pas être minimal, son rôle est important dans le développement.

1. La politique agricole

La politique agricole peut être définie comme l'intervention publique dans le secteur agricole. Après la libéralisation du commerce mondial, l'intervention publique n'est envisagée que pour corriger une défaillance du marché, mais elle peut aussi générer des dysfonctionnements plus graves que la défaillance elle-même. C'est pourquoi il est important de bien s'assurer que les méthodologies dans la politique établie peuvent faire face à toutes éventualités qui peuvent se présenter, l'anticipation de nouvelles perturbations éventuelles est très importante. Voici un extrait d'une élaboration de politique agricole à huit étapes, résumé dans le tableau suivant :

Tableau 2 : Présentation synthétique de la démarche méthodologique

	ETAPE	CONTENU
<i>Justification de l'intervention publique</i>	Etape 1	Diagnostic initial : enjeux liés au problème à traiter et éventuelle reformulation de ce problème
	Etape 2	Construction de l'arbre des problèmes, identification des défaillances de marché, de gouvernement et des problèmes d'iniquité.
	Etape 3	Construction de l'arbre des objectifs et identification des indicateurs objectivement vérifiables nécessaire au suivi-évaluation.

¹³Banque Mondiale, 1997, p. III

<i>Modalités d'intervention</i>	Etape 4	Définition des mesures possibles d'intervention publique.
	Etape 5	Sélection et hiérarchisation des mesures d'intervention. Evaluation qualitative de la faisabilité politique, sociale et économique des mesures.
	Etape 6	Identification des instances d'intervention.
<i>Impact et conformité des mesures</i>	Etape 7	Evaluation de l'impact de l'intervention publique.
	Etape 8	Définition des objectifs de négociation et mise en conformité de la politique avec les règles internationales.

2. *Importance de la politique agricole d'un pays pour son développement*

En économie, le vingtième siècle va se caractériser par une intervention massive de l'Etat. Dans le cas des politiques agricoles, les crises successives des productions, en particulier durant la première guerre mondiale, aux Etats Unis dès la fin du dix-neuvième siècle (1862 lorsque le gouvernement fédéral américain intervient dans la répartition des terres en 1922 pour encourager la formation de coopératives agricoles et rééquilibrer les rapports entre les agriculteurs et les industries dans les deux sens, et surtout à partir des années trente pour réguler une production agricole excédentaire et enrayer la brutale dépréciation des cours des matières premières agricoles), conduisirent les Etats à intervenir massivement pour préserver le revenu des agriculteurs et assurer l'approvisionnement alimentaire des économies. Outre l'objectif de soutien des prix, les politiques agricoles prennent conscience que le secteur agricole est en retard, ou, autrement dit, que sa productivité est insuffisante à cause des fortes pressions politiques pour sauvegarder l'ancien modèle agricole, garant de l'équilibre social. Mais au lendemain de la deuxième guerre mondiale, cette prise de conscience se transforme en un objectif précis : faire de l'agriculture un secteur économique capable de contribuer à l'expansion générale de l'économie. Le type de politique agricole qui se met en place à l'époque relève fondamentalement d'un nouveau rapport mondial. Une politique agricole apparaît par conséquent destinée à résoudre un problème (ici, celui du retard de la production agricole) à partir de la constitution d'un groupe d'acteurs qui contribue à faire admettre l'exigence du changement (agriculteurs modernistes et Etat). Il en ressort que la construction d'une telle politique agricole démontre en ce sens que l'agriculture participe au progrès de la société.

Chapitre 2 : le secteur agricole mondial

Après la deuxième guerre mondiale, une relance de l'économie mondiale, qui était dans un état perturbé et désorganisé, était nécessaire. A cet égard fut créé un ensemble d'organisation internationale composée des États-Unis et les anciens belligérants pour créer de l'ordre, de la cohérence et de la prospérité, tel que le FMI, l'OCDE et le GATT puis l'OMC. Le but était de passer à des échanges équilibrés avec le redressement de la production mondiale. Au début ces organisations avaient pour principal objectif la libéralisation des produits manufacturés puis des échanges de services (financiers et transports). L'agriculture ne fut incluse qu'ultérieurement, et devient de plus en plus le sujet central des différents débats au sein de ces organisations. Chaque pays a ainsi élaboré un plan de développement agricole propre à lui. Mais on se demande dans quelle mesure ces plans ont réalisé ses objectifs dans certains pays, actuellement puissances mondiales, que les plans de développement agricole d'autres pays, la plupart pauvre ? Ce chapitre sera orienté vers la place du secteur agricole dans le monde. On parlera, spécialement, des stratégies agro-alimentaires des Etats-Unis et de l'Europe dans la première section, pour ensuite étudier le cas de certains pays Asiatique.

Section 1 : les stratégies agro-alimentaire des Etats-Unis et de l'Europe

Au cours des années 80, la majorité des plaintes reçues sur les panels du GATT était des conflits agricoles. L'agriculture a été la principale discorde entre les deux protagonistes ; les Etats-Unis et l'Europe, premier et deuxième exportateur agro-alimentaire du monde. Les attaques portaient surtout sur la politique alimentaire des Etats-Unis qui n'avaient aucune envie de partager les atouts alimentaire qu'ils détenaient sur tous les pays tiers. D'autant plus que le marché mondial des produits agro-alimentaires se polarise sur l'Europe le conduisant à se structurer et se renforcer. Le problème d'une autorité commerciale mondiale constitue ainsi l'enjeu fondamental depuis toutes ces années. Le système de surveillance mutuelle, se veut être renforcé, de nouvelles règles à établir. Ainsi dans cette section on parlera des stratégies agro-alimentaires de ces deux protagonistes du marché mondial agricole dans le cadre d'une libéralisation des marchés.

I. La politique agricole américaine et son offensive commerciale

Un des pays belligérants dans le monde l'Amérique est aussi une ex-colonie, mais il ne fait en aucune manière partie des pays du tiers-monde. Ne possédant pas de facteurs nécessaires (terre et main d'œuvre) pour une production satisfaisante pour les américains, leur

besoins en alimentation ne sont pas pour autant insatisfaits alors qu'ils n'importent presque pas de produits agricoles ni même alimentaire. Mais comment ont-ils procédé pour que leur désavantage du côté de la production agricole ne soit pas un obstacle pour une sécurité alimentaire et aussi pour leur développement. Après l'étude de la caractéristique de l'agriculture américaine, on analysera son politique agricole pour ensuite expliqué le paradoxe de la part des produits agricoles dans les exportations des Etats-Unis.

1. Caractéristique de l'agriculture américaine

L'Amérique est pourvue d'immense territoire qui lui permet d'avoir de vastes exploitations extensives par rapport à la France. Il est très symptomatique de constater que la part de l'agriculture proprement dite, ne rentre que pour une faible part dans le revenu du farmer. Les Américains étaient déjà arrivés à un stade de semi-stabilisation de leur agriculture avec un rythme annuel de réduction de leurs exploitations très faible en 1993. Il faut bien distinguer aux Etats-Unis deux grands types d'exploitations : les fermes commerciales, qui représentent 83% de la production commercialisée et les fermes « non commerciales », les 17% restant. En fait, les fermes de taille moyenne de 70 à 200 ha disparaissent chaque année, confrontant la tendance au renforcement de plus grandes exploitations. Tandis que ces dernières se renouvellent avec l'aide du gouvernement fédéral. Le renouvellement de la population des fermes non commerciales n'y présentent pas de problèmes majeurs puisqu'il s'agit d'exploitation tenues par des pluriactifs. Les capitaux engagés sont faibles et le revenu le plus souvent négatif. Il s'agit en quelque sorte d'activités d'accompagnement voire même d'agrément, aussi font-elles partie du cadre rural plus que de secteur agricole.

2. La stratégie agro-alimentaire américaine

Si les Etats-Unis reprochent à l'Europe de trop subventionner son agriculture et fausse ainsi les règles du marché selon le libre échange, l'étude de son soutien à l'agriculture va nous éclairer sur ses intentions. L'administration américaine continue à tenir un discours libre-échangiste dans les instances internationales, mais elle mène avec ardeur une politique agricole et commerciale des plus agressives. Aux Etats-Unis, le mode de soutien à l'agriculture apparaît complexe, très administré et très différents selon les productions. Les aides budgétaires sont essentiellement destinées aux grandes cultures de céréales et d'oléoprotéagineux. Cette politique de soutien s'appuie sur un système à deux niveaux : la fixation d'un prix planché calculé sur la moyenne des prix de marché des cinq dernières années et de l'octroi de paiement compensateurs. Pour bénéficier de ces aides, les agriculteurs doivent respecter certaines contraintes tant écologiques qu'économiques. Ils ne peuvent pas, par

exemple, drainer les zones de marais ni mettre en culture des terres sensibles à l'érosion. Le système d'aides aux Etats-Unis varie d'une production à l'autre. Pour les fruits et légumes, le système de soutien est plus léger que pour les céréales et oléagineux. Il s'agit d'aides à l'irrigation, à la qualité et surtout à la commercialisation pour réguler l'offre. La production de lait bénéficie de ce même système, en complément d'un mécanisme de soutien des prix pour assurer un prix minimum aux producteurs.

3. *Le paradoxe de Leontief*

D'après la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production de bien dont il possède un avantage comparatif par rapport aux autres pays. Cette théorie s'est développée par la suite par celle de la dotation en facteur ou encore la théorie d'H.O.S (Heckscher-Ohlin-Samuelson). D'après elle chaque pays a intérêt à concentrer sa production dans le bien dont il détient les facteurs de production en abondance. Les pays à facteur travail abondant devraient se spécialiser dans la production de bien nécessitant beaucoup de travail, tandis que les pays à dotation importante de capital se spécialiseront dans la production de bien nécessitant une forte intensité de capital. Chacun importera ensuite le déficit de biens dont il a besoin mais qu'il ne possède pas le facteur de production nécessaire pour en produire assez pour satisfaire ses besoins. En effet, l'équilibre voulu avec le libre échange devrait se construire sans difficulté. De plus, il paraît logique qu'un pays à forte potentialité agricole exporte essentiellement des produits agricoles.

Il se trouve que ce n'est pas le cas de l'Amérique ; classé parmi les pays à forte dotation de capital, ses exportations sont essentiellement constituées par des produits agricoles (biens nécessitant les facteurs ; main d'œuvre et terre qu'ont en abondance les pays du Sud). C'est le paradoxe de Leontief. Le blé est le produit alimentaire le plus commercialisé sur le marché mondial, et le deuxième produit de base échangé après le pétrole. Depuis les années 70, il a acquis une valeur stratégique nouvelle, indéniable comme arme alimentaire détenue par les Etats-Unis, principal exportateur mondial de blé.

II. Politique agricole européenne

A côté des Etats-Unis, l'Europe est un des belligérants mondial qui prône la libéralisation des échanges internationaux. L'agriculture européenne est caractérisée par celle de la France, première puissance agro-alimentaire d'Europe. Elle s'est développée grâce à un marché communautaire pour les produits en Europe avec la Politique Agricole Communautaire (PAC) européenne pour les produits agricoles. Avec ce marché, les pays européens voient leurs

échanges se faciliter et cela grâce à l'allègement des droits de douanes, ils s'échangent entre eux et avec l'extérieur en respectant les règles dans la théorie des avantages comparatifs des pays, et dans le même temps, celles du libre-échange avec certes quelques subventions surtout dans le secteur agricole. Pour une compréhension plus élargie voyons d'abord ce qu'en est la première puissance agricole en Europe, la France, pour ensuite déterminer la politique agricole commune européenne.

1. La France, puissance agricole européenne

Les grands historiques agricoles européens ont été marqués par les trois révolutions agricoles en France depuis le XVIII^e siècle. La première s'est développée avec les physiocrates, les premiers « agronomes », qui soutiennent que la prospérité du royaume repose sur les progrès agricole. Celle-ci est caractérisée par le remplacement de la jachère par les légumineuses ; betterave à sucre, pomme de terre, navets, . . . produits animaux apparaissent et font croître et diversifier l'alimentation.

La deuxième révolution agricole appelée aussi le triomphe de l'économie est caractérisée par le développement de source d'énergie et de nouvelles machines pour faciliter la production. Des progrès techniques et scientifiques ont modernisé à vive allure l'agriculture. Cette dernière participe au mouvement d'accumulation de capital et accompagne ainsi l'évolution capitaliste du monde bourgeois qui entraîne notre société. Cette période était dominée par une croissance qui a fait « décoller » l'agriculture.

La troisième révolution fut marquée par l'industrialisation. Mais l'agriculture ainsi industrialisée perd ses adeptes. Le souci de l'environnement et la qualité de l'alimentation deviennent par la suite des préoccupations dominantes. Certes l'agriculture française peut encore progresser et devenir plus performante, mais il n'est pas certain qu'elle rende pour autant les agriculteurs plus heureux.

Ces trois révolutions agricoles ont permis à l'homme d'échapper à la rareté alimentaire, mais elles ont aussi compromis les mécanismes qui structuraient et régulaient la société agricole tout entière.

2. La politique agricole commune européenne (PAC)

Auparavant fondée sur les produits agricoles, les marchés et les prix, la PAC comporte aussi dorénavant un important volet de rémunération directe des agriculteurs par les pouvoirs

publics. Il s'agissait d'une révolution économique, social pour le secteur agricole mais aussi pour toute la société européenne surtout dans les modes de répartition des revenus.

De nos jours, le consommateur donne de la valeur non pas à ce qui coûte en travail ; effort, coûts de production mais, à ce que lui offre des satisfactions quels que soient les sacrifices engendrés pour produire. Cette situation entraîne une position drastique des prix agricoles. Avec la PAC, la rémunération est apportée non pas par le jeu du marché mais par une institution européenne selon certains critères de valeur. Des aides ou primes compensatoires sont ainsi accordées à l'acte de production c'est-à-dire à l'activité productrice elle-même et non au produit. La PAC européenne a déjà subi plusieurs réformes selon les nouvelles exigences qui se manifestent. Mais elle se repose surtout sur le principe d'un marché commun pour l'union européenne.

Section 2 : L'agriculture dans la croissance des pays asiatiques

Toutes les économies des pays riches ont commencé par une économie bâtie sur l'agriculture avant de s'étendre vers l'industrialisation et les activités de services. Au cours des dernières années, la Chine et l'Inde sont passés de la catégorie de pays à vocation agricole à celle des pays en mutation. Quant au Japon, il est le plus défavorisé en termes de disponibilité de la nature pour assurer la sécurité alimentaire du pays mais cela ne l'a pas empêché de se développer, il fait actuellement partie des plus grandes puissances que le monde ait connu. Comment ces pays ont-ils fait ? L'activité agricole dans le cas de ces trois pays asiatique constituera les points étudiés dans cette section.

I. La Chine

L'agriculture chinoise s'est améliorée depuis la fondation de la République Populaire en 1949. A partir de ce moment, la Chine donne toujours une priorité à son agriculture en appliquant des réformes dans les campagnes. Pour y parvenir, les Chinois ont pratiqué des techniques dans le secteur agricole et elle a connu une croissance exponentielle. En Chine, la pauvreté en milieu rural est passée de 76% en 1980 à 12% en 2001¹⁴. Ce changement a été très inégal dans le temps, la diminution nette est observée au début des années 80, mais à la fin de la même décennie et au début des années 90, des revirements se sont présentés. La réduction de la pauvreté entre 1981 et 1985 a été déclenchée suite à des réformes agricoles initiées en 1978. Diverses mesures ont été prises afin d'inciter les agriculteurs:

¹⁴Banque mondiale, rapport de développement dans le monde : agriculture au service du développement 2008, page 56

- L'Etat accorde de solide droit de propriété ou droit d'utilisation sur les parcelles individuelles. Les droits d'utilisation de la terre ont été attribués par habitant et il en résulte une structure de propriété foncière égalitaire.
- Le gouvernement augmente les prix d'achat des produits agricole et débute le démantèlement des systèmes d'Etat d'achats et d'approvisionnement d'intrants. La production agricole est collectivisée et l'économie rurale se développe avec une productivité qui a presque doublée. La Chine impose des tarifs élevés à l'importation.

1. Les techniques utilisées dans le secteur agricole

Pour arriver à sa croissance, La Chine a adopté plusieurs stratégies. On dirigera ce paragraphe sur le plan historique, l'irrigation et les recherches. Son caractère historique s'exprime par l'importance de la main d'œuvre engagée au sein de très petites ou de micro-exploitations. L'irrigation est un des principaux facteurs d'intensification de l'agriculture chinoise. Les autres facteurs en sont la priorité de la culture, l'utilisation intensive de fumier. Concernant l'irrigation, les réseaux exigent une main d'œuvre importante que ce soit pour la construction de nouveaux ouvrages que pour l'entretien. La Chine ne compte que 10% de sa surface en terres cultivables, soit 0.08 hectare par habitant en 1996. Environ 52% de ces terres arables se trouvent aujourd'hui irriguées.

2. Les recherches

On observe le développement de l'agriculture moderne intensive, particulièrement dans le secteur de l'élevage industriel des porcs et volailles. Cela est dû à des travaux de recherches des économistes et historiens qui ont montré l'ancienneté et l'émergence de ce système. Ce dernier a accompagné et a permis une expansion démographique.

Au sujet des recherches et développement agricole, on constate que les dépenses publiques consacrées ont augmenté en Chine en comparant avec celles de 1981 et en 2000. Les chiffres sont donnés dans le tableau suivant :

Tableau 3 : niveau des dépenses publiques affecté au R&D en Chine

Dépenses publiques pour la recherche et		Dépenses de recherche et développement en tant que	
1981	2000	1981	2000

Chine	1049	3150	0.41	0.40
--------------	------	------	------	------

Source : base de données Agricultural Science and Technology Indicators, 2007

D'après ces données, les dépenses publiques attribuées dans la recherche pour le développement en Chine ont évolué à la hausse de presque 300% entre 1981 et 2000. Cependant, par rapport au niveau du PIB agricole, cette évolution est moindre car elle était de 0.41 en 1981 à 0.40 en 2000. De ce fait, entre ces années, le PIB du secteur agricole a accru plus rapidement et plus fortement que le montant des dépenses pour la recherche et développement.

3. *Commercialisation*

En Chine, la commercialisation des produits agricoles est établie par des agriculteurs réunis en coopérative. Cette coopérative est soutenue par le gouvernement local. Par exemple les planteurs de petites échelles ont enregistré la marque «Yulin» pour leurs pastèques. Ils ont également normalisé la production par des plantations coordonnées. La qualité des produits est contrôlée puis on les emballe. Les producteurs ont formé la coopérative Ruoheng afin de donner des brevets à leurs techniques et d'étendre leur réseau de commercialisation. La coopérative vend directement 40% des produits aux grossistes, 25% aux supermarchés et 35% aux vendeurs de détails qui l'ont choisi comme fournisseurs. Cette coopérative peut livrer des volumes importants sur une base régulière et à temps du fait du respect des normes de qualité. Le prix de ces pastèques étant le plus élevé, il est de 3,0 yuans par kilogramme contre 1,2 yuan pour les autres pastèques. Par conséquent, le revenu des membres de la coopérative augmente. Le nombre de membres de cette coopérative est passé de 29 à 152 et sa surface cultivée était de 0,2 hectare en 1992, mais elle est devenue de millier d'hectare en 2005 grâce au succès.

II. L'Inde

L'Inde est un des pays qui a connu une croissance assez rapide mais pas aussi évidente que celle de la Chine. La croissance du secteur agricole a contribué fortement dans la réduction de la pauvreté tant dans les zones rurales qu'urbaines. Tel est aussi le cas du secteur des services mais pas pour le secteur industriel. Même les programmes, comme la réforme foncière, le crédit rural et les politiques de l'enseignement, provoquent des coûts en termes de croissance économique, ils ont joué un rôle essentiel dans les années 70 et 80. Dès 1991, l'Inde a entamé des réformes au niveau macroéconomique et commercial. Ces réformes

ont engendré une croissance impressionnante du secteur industriel et celui des services. Entre 1993 et 2004, on observe une baisse continue des taux de pauvreté en Inde.

1. Libéralisation du commerce

Entre 1980 et 2004, les états les plus pauvres ont connu une croissance plus faible, d'où une disparité des revenus. La rapide libéralisation du commerce en 1990 a possédé des conséquences variables dans les régions. Les milieux ruraux à forte concentration industrielle sont pénalisés, ils ont progressé plus lentement dans la réduction du degré de pauvreté et de ses incidences. Cette pénalisation existe en raison de la mobilité très limitée de la main d'œuvre entre les régions et les industries. En comparant les niveaux de revenus, ceux des ruraux évoluent moins rapidement que ceux des travailleurs industriels bien que les disparités se présentent relativement faible en Inde. Dans ce pays, les réformes récentes ne visaient pas l'agriculture. Mais actuellement, cette dernière jouit d'un intérêt politique car les agents économiques en Inde évoquent que les potentialités de l'agriculture ne sont pas encore exploitées au sujet de la diminution de la pauvreté. En Inde, c'est le secteur tertiaire qui a le plus contribué dans la croissance au début, puis en vient la participation intense de l'agriculture.

2. Nouvelle technologie et discrimination sociale positive

En Inde, les inégalités des groupes culturels, sociaux et ethniques se présentent par des accès différents aux opportunités économiques. Les tribus défavorisées vivent dans une partie d'un village éloignée du village principal. Les équipements sanitaires, l'eau potable, les routes, les écoles à la disposition des tribus déshéritées sont souvent de très mauvaise qualité par rapport à ceux consommés par les tribus privilégiées.

Le gouvernement peut intervenir pour réduire les inégalités en finançant les zones peuplées de pauvres. Cela assure un plus haut niveau d'investissement pour le logement des défavorisés. Ces politiques n'amointrissent pas significativement les distorsions des autorités locales consacrant plus de ressources aux villageois principaux. Les nouvelles technologies mettent en relation les villages, la production, la consommation et la gouvernance. Elles réduisent aussi la dépendance aux normes traditionnelles. par exemple, les différents moyens de communication modifient les préférences des consommateurs ruraux. Des possibilités profitables s'offrent aux populations rurales du fait des changements technologiques dans l'agriculture, des technologies d'information,

du Commerce et du transport. L'accès à l'éducation et à de nouvelles connaissances peut contribuer à l'éradication des inégalités et peut également renforcer ces inégalités car l'accessibilité des informations est très indispensable dans ces techniques.

III. Le Japon

1. *Caractéristique géographique et agricole du Japon*

Le Japon est un archipel volcanique composé de quatre îles dont Hokkaido, Honshu, Kyushu et Shikoku. Ces îles représentent 96% de la superficie totale soit 378 000 km². Les zones de montagnes et de forêts représentent les deux tiers du territoire et la surface agricole seulement 12.6%. Cet archipel est dépourvu de ressources naturelles et énergétiques. Ces facteurs naturels expliquent en partie la faiblesse du taux d'autosuffisance alimentaire de même la taille des exploitations agricoles. L'agriculture japonaise se caractérise par un grand nombre de petits exploitants dont la plupart a une taille inférieure à 2 hectares. Seules 48 000 exploitation soit 2% du total ont une superficie supérieure à la taille précédente. Dans le Hokkaido seulement, la moitié de ses 58 000 exploitations ont une taille supérieure à 10 hectares. Le nombre total d'exploitation s'élève à 2.9 millions dont 2.2 millions d'exploitation professionnelles, parmi les quelles 441 000 sont à temps plein.

En 2002, le secteur primaire employait 5% de la population active et fournissait 1.3% du PIB. L'urbanisation et l'industrialisation massive du pays ont conduit à une baisse de la population rurale et de la population active du secteur primaire suivi d'une diminution régulière de la surface cultivée et de la production totale. Or plus de 40% des 5 millions d'hectares cultivables sont consacrés à la riziculture protégée. La production est subventionnée par une caisse de contrôle du riz fixant les prix et garantissant aux agriculteurs un revenu élevé. Le Japon constitue la deuxième puissance économique mondiale après les Etats Unis. Son PIB s'élève en 2003 à 4300.9 milliards de Dollars et il se place au huitième rang mondial pour son PIB par habitant. La population du Japon compte 9.4 millions de personnes constituant seulement 7.4% de la population totale; 3.4 millions ont une activité uniquement agricole c'est-à-dire 36% seulement. Pour l'effectif de la population, 55% ont plus de 55 ans contre 25% pour l'ensemble de la population active. La surface agricole est passée de 12.6% à 14.2% en 20 ans grâce à une évolution de la déprise des terres agricoles.

2. Production et importation

La production agricole japonaise n'est pas négligeable. Cette production constitue, principalement en valeur, des légumes, de riz ; l'élevage laitier, les fruits et les volailles. Ses productions sont insuffisantes pour répondre à la demande intérieure. Sur la base du taux d'insuffisance globale de 40%, les habitudes alimentaires des japonais font place aux protéines animales. En général, le Japon couvre ses besoins en riz mais ouvre un contingent annuel à droit nul lors des négociations du cycle de l'Uruguay (GATT).

En 2004, le Japon produit 11.4 millions de tonnes de riz lui permettant le dixième rang mondial. Cette quantité est aussi insuffisante et oblige le Japon à importer du riz, notamment de la Californie. Concernant les céréales, blé, orge, avoine, cultivées dans le Nord d'Honshu et sur l'île d'Hokkaido sont en train de reculer. Les Japonais complètent leurs ressources aux près des Australiens et Américains. Le Japon est le premier importateur de céréales du monde avec 26 millions de tonnes par an en moyenne. Faute de manque de pâturage, l'élevage se développe peu, il constitue une activité traditionnelle à Hokkaido et au Nord de l'île d'Honshu. Le thé, la soie, le coton, la canne à sucre constituent les principales productions du sud du Japon. 70% des fermes ont moins de un hectare de superficie, beaucoup d'agriculteurs travaillent à mi temps dans l'industrie.

3. Politique japonaise

Le tarif douanier est défini comme le principal instrument de politique commerciale employée par le Japon. Les droits à l'importation sont très faibles, le secteur agricole est protégé contre la concurrence étrangère. Le tarif national le plus favorisé ou NPF évolue en moyenne à 18.8% en 2006, est appliqué aux produits agricoles. Par contre, d'autres produits dans nombreux sous secteurs agricoles bénéficient de d'autres protections tarifaires NPF spécialement élevés tels sont les cas des graines, des produits laitiers, du sucre. Des aides directes sont attribuées aux producteurs de riz dans le cadre du programme de limitation de la production de riz. Ces aides se présentent sous forme de compensation, de variation de revenus, de prix ou de coûts de production ; de versement. Leur montant s'élève à 641.8 milliards de Yen pour la mesure globale de soutien et de 68.2 milliards de Yen pour le versement direct pour le riz. De plus depuis 2005, le ministère de l'agriculture œuvre pour des politiques agricoles évoluant vers une plus grande concentration d'aides sur les agriculteurs principaux avec d'autres mesures dans le cadre de la politique commerciale

comme les clauses de sauvegarde, les assurances, les stockages. En Mars 2005, un plan fondamental pour l'alimentation, l'agriculture et les zones rurales est adopté. Les buts visés en sont la rehausse du coefficient d'autosuffisance, l'assurance de l'innocuité et de la sécurité des produits alimentaires, de susciter la confiance des consommateurs, de canaliser le soutien apporté par l'Etat vers les agriculteurs principaux et de promouvoir les exportations de produits agricoles de qualité. Les industries agroalimentaires ou IAA au Japon comptent environ 40 000 entreprises qui emploient autour d'un million de salariés. Ce secteur représente 12% de la production industrielle japonaise: 22 415 milliards de Yen soit 163.8 millions d'Euros en 2005. La production agroalimentaire se caractérise par un extrême morcellement de l'activité reflétant la diversité des produits du pays. Près de 60% des IAA sont de très petites entreprises ou TPE employant moins de dix salariés mais on constate que plus de trente IAA dont le chiffre d'affaires est plus d'un milliards d'Euros.

Partie 2 : IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE MADAGASCAR

L'agriculture constitue la principale activité de Madagascar à laquelle s'associent le plus souvent de petites exploitations surtout orientées vers l'autosubsistance. Elle fournit la principale source de revenu de la population rurale qui en consacre 70 pour cent pour les dépenses alimentaires. L'aliment de base est le riz dont la consommation du pays fait partie d'une des plus élevée au monde. Le taux de croissance démographique élevé confirme les tendances d'augmentation de la population Malgache dans les prochaines décennies. Malgré cette progression, qui se traduit en particulier par de forts mouvements d'urbanisation, le pays reste très rural. La grande caractéristique de cette population rurale est sa jeunesse : 56,6% de la population a moins de 20 ans. Le principal défi pour Madagascar est donc d'insérer annuellement un nombre croissant de jeunes dans la vie active. Le fait que ces jeunes vivent principalement en milieu rural pose à la fois la question de l'offre de travail et la question de la formation technique de base, que ce soit dans le secteur Agricole que dans les autres secteurs. Mais avec l'exode rural, surtout de ces jeunes en quête de leur propre développement, plusieurs questions sur le devenir de l'agriculture de la grande île se posent. Disposant des avantages dans la production agricole pourquoi n'arriverions-nous pas à les exploités pour atteindre le développement de notre pays ? Avant d'arriver au cœur du problème agricole malgache il est évident de déterminer le poids de l'agriculture dans l'économie malgache, ce qui va constituer le premier chapitre de cette seconde partie. Ensuite, dans le second chapitre, on parlera des perspectives de développement du secteur agricole à Madagascar.

Chapitre 1 : DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE AU DEVELOPPEMENT TOUT COURT

Madagascar est un pays essentiellement agricole. Les surfaces cultivées occupent moins de 5% de la surface totale. Les techniques culturales traditionnelles persistent et ne permettent que de faibles rendements. Le secteur primaire occupe la première place dans l'économie nationale et emploie plus de 70% de la population active. Il est à l'origine de 80% des recettes à l'exportation. Madagascar importe du riz pour pallier à l'insuffisance de la production locale. Les régions prospères sont les dépressions alluviales de l'Imerina et du Betsiléo. Le bien-être de la population rural et urbaine dépend de la prospérité de toutes les régions qui acclament pour la plupart l'inaccessibilité ou l'insuffisance d'une bonne condition d'alimentation et d'eau potable surtout la région du Sud-ouest de l'île. On est classé parmi les pays pauvres de la planète, pourtant le coût de la vie à Madagascar est encore parmi les plus bas dans le monde. Néanmoins, au cours de ces dernières années, la situation macro-économique s'est améliorée. L'économie repose sur un certain nombre de produits d'exportation qui sont qualifiés de « classique » (café, vanille, girofle, produits halieutiques etc....) et les recettes des « secteurs porteurs » (tourisme, mines, industrie manufacturière tournée vers l'exportation.). Quelle importance doit-on alors accorder à notre agriculture ? ? Dans ce chapitre seront traités deux thèmes de l'agriculture malgache à savoir : le poids de l'agriculture dans l'économie malgache et les facteurs d'entraves au développement agricole du pays.

Section 1 : Poids de l'agriculture dans l'économie malgache

Madagascar est un pays à vocation agricole puisque 75% de la population vivent en milieu rural. Et pour qu'il y ait un rendement élevé des cultures et un accroissement de la production agricole, l'utilisation des semences améliorées et certifiées s'avère indispensable. Et, pour être compétitive sur le marché national qu'international, il faut des produits de qualité répondant aux normes exigées De ce fait, les semences améliorées et certifiées sont incontournables. Différentes approches ont été menées au cours des décennies pour promouvoir le secteur afin de dynamiser l'économie nationale. Pourtant, l'agriculture reste généralement dominée par les types d'exploitations rattachés à de longues traditions : exploitations familiales utilisant la force manuelle des membres de la famille, peu d'équipement, beaucoup de travail, des procédés traditionnels, une polyculture. L'agriculture ne devrait-elle donc pas être plus prise en compte dans la promotion l'économie du pays ? Avec les avantages qu'a Madagascar en matière de production agricole, l'agriculture y est une

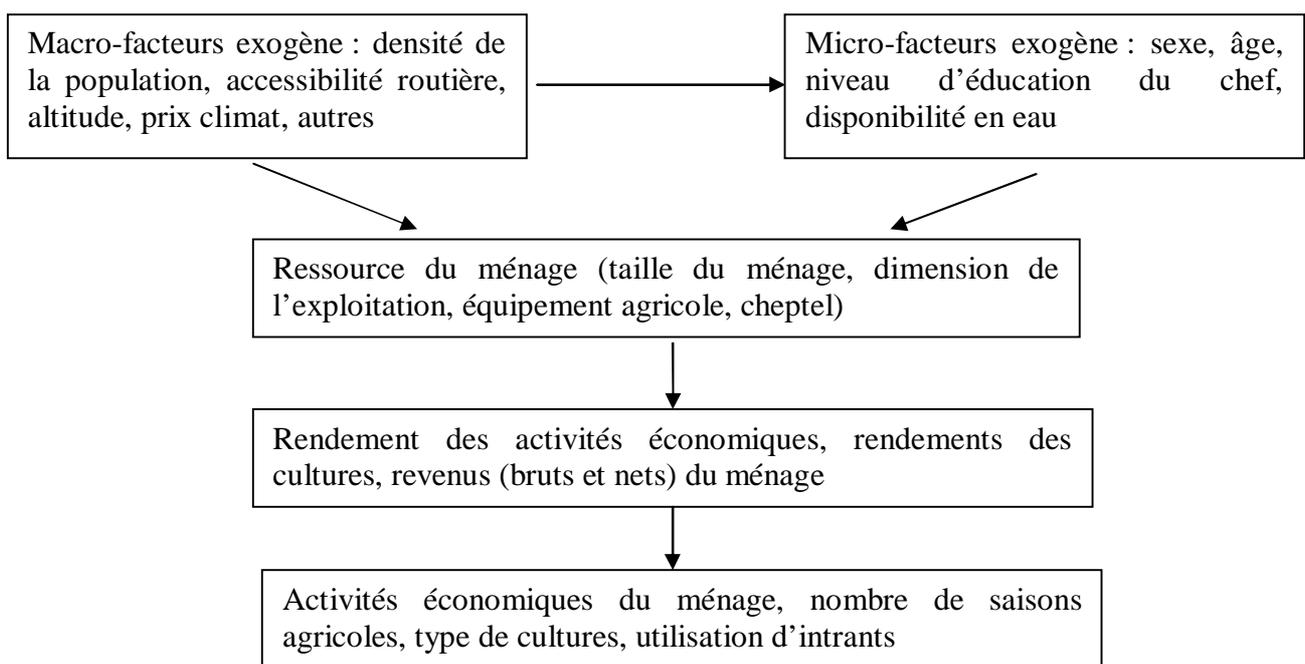
source principale de croissance et donc une source potentielle de développement pour le pays mais beaucoup de facteurs entravent le développement de ce secteur.

I. Croissance économique de source agricole

La croissance est déterminée par une augmentation quantitative des choses. En économie on parle de développement économique avec une augmentation du PIB, l'équilibre de la balance de paiement, l'excédent de la balance commerciale. Cette croissance peut provenir de différents secteurs d'activités qui constituent la vie économique du pays. Dans cette sous section, on va se pencher sur la part de l'agriculture dans la croissance de Madagascar, puisque c'est l'activité à facteurs de production abondants, devraient donc être celle dominante dans l'économie de pays, qu'on observe surtout dans le monde rural. Il nous est donc essentiel d'étudier la vie économique des agriculteurs malgaches, le poids de l'agriculture dans le PIB et la productivité agricole à Madagascar.

1. La vie économique des agriculteurs

Etant à la fois producteurs et consommateurs dans le pays, le comportement économique des ménages agricoles est important mais aussi très complexe. Leurs décisions dépendent d'un ensemble de variables qui comprennent leurs dotations en ressource, exemple : la terre, leur environnement physique, économique et institutionnel dans lequel les ménages évoluent. On peut schématiser de la manière suivante les différents facteurs qui influencent le rendement des ménages agricoles :



Ces facteurs sont considérés comme exogènes dans la mesure où les ménages ne peuvent avoir aucune influence sur eux. Des échanges s'effectuent dans le monde rural mais ce n'est pas vraiment un échange très développé ou bien par l'intermédiaire monétaire mais c'est comme une forme de troc ou bien considéré comme un échange primitif (1 angady contre 1 daba de riz ou bien 1 cuillère d'huile contre 2 kapoaka de riz...). Les agriculteurs effectuent des échanges quand ils ont besoin des produits indispensables dans la vie quotidienne. Une part des produits est donc échangé et d'autre destiné à l'auto consommation. L'agriculture est utilisée pour subvenir aux besoins mais pas exploitée pour chercher des profits : une pensée finaliste, une activité reposant sur des objectifs (comme l'approche du mot « économie » pendant l'époque d'Aristote). Tout ceci est dû au travail pénible et à l'insuffisance de la surface à cultiver (seule 30%15 des surfaces cultivable seulement sont cultivées à Madagascar). Ce qui entraîne un comportement atypique des agriculteurs, en occurrence, quand le prix augmente ; l'offre devrait augmenter. Alors que, quand le prix augmente les agriculteurs diminuent leurs productions, ils ont besoin d'un fonds de survivre en vendant ou en échangeant une quantité de son récolte (exemple si un agriculteur a besoin un fonds de 1 million d'ariary ; quand le prix du riz est de 1000 ariary le kilo; ils devraient vendre une tonne de riz mais quand le prix augmente de 2000ariary, il diminue sa production à 500kg et ils ont un revenu fixe d'un million ariary). Ce qui explique pourquoi la production de riz n'augmente pas pendant les dernières années alors que le prix du riz n'a pas cessé d'augmenter à Madagascar. Le monde rural est marqué aussi par l'insuffisance de l'utilisation du capital, autrement dit, l'inutilisation de la technologie pour augmenter la productivité, ce qui emmène toujours à l'économie de subsistance pour les agriculteurs. Et la croissance au niveau rural ou agricole est très faible dans le pays.

2. Poids de l'agriculture dans le Produit Intérieur Brut (PIB)

Le PIB sert à mesurer la production intérieure du territoire national c'est-à-dire l'ensemble des biens et services produits au cours d'une période donnée. Malgré les imperfections des données, le PIB par tête est l'indicateur le plus souvent utilisé pour mesurer ou comparer le niveau d'un pays. Comme l'agriculture est une activité effectuée par la grande partie de la population, il est important d'analyser son apport sur le PIB. Le tableau suivant permet d'apprécier l'apport des 3 secteurs dans le PIB :

Tableau 4 : Poids des différents secteurs dans le PIB

SECTEURS D'ACTIVITES					
	2004	2005	2006	2007	2008
Primaire	28.6	28.1	27.2	25.5	24.3
Secondaire	15.8	15.7	16.0	16.1	16.1
Tertiaire	55.6	56.3	56.8	58.4	59.6

Source : Direction des Synthèses Economiques, INSTAT

Il est à noter que le secteur primaire englobe l'agriculture, la pêche, l'élevage...D'après ce tableau, le secteur primaire pendant ces cinq années représente environ un tiers du PIB, ce qui veut dire que l'agriculture a un poids important sur le PIB, sur la croissance économique. Par conséquent l'agriculture joue un rôle moteur dans le développement. Notons que pour ce chiffre l'agriculture n'est utilisée que pour l'autoconsommation et reste une autosuffisance alimentaire, une intensification agricole entraînera une augmentation de ce pourcentage. Par conséquent on peut affirmer qu'on a une grande potentialité sur l'agriculture. Principal secteur de l'économie de Madagascar, l'agriculture contribue à environ 30% du PIB et à 43% des recettes d'exploitation et même les secteurs secondaire et tertiaire dépendent en parti d'elle.

3. La productivité agricole à Madagascar

Madagascar dispose de deux classes principales de produits à savoir les produits vivriers et les produits d'exportation. Avec le riz, le maïs, le manioc et la patate douce restent produits vivriers à Madagascar. Dans l'ensemble, ces produits connaissent une nette augmentation depuis 2002, jusqu'à ce que le pays entre dans une période de crise politique qui a touché tous les secteurs dans le pays et empiré l'état dans lequel se trouvait le niveau de vie de la population. Les productions destinées à l'exportation sont principalement le café, la vanille, le girofle, le poivre et le pois de cap. En général, même en période d'absence de catastrophes causées par les aléas climatiques, la production des produits à l'exportation constate une légère baisse. On peut dire que la petite culture est techniquement sous-équipée et économiquement suréquipée. Sous-équipée car l'exploitation n'arrive pas à réunir tous les matériels dont elle a besoin ; suréquipée dans la mesure où les matériels insuffisants ne sont pas utilisés de manière rationnelle. Si on compare la productivité par heure de travail dans le

¹⁵ Source : évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle à Madagascar

commerce, avec celle de l'agriculture, ont conçoit que l'agriculture est très moins rentable et dépense beaucoup plus de temps. L'emploi des instruments rudimentaires (angady, boriziny, etc.) et inefficaces provoque une faiblesse de la productivité par heurs de travail. L'incompétence des paysans à élaborer un emploi du temps axé pour la rentabilité, la productivité et l'écologie crée aussi des temps perdus.

Par rapport à d'autres branches, l'agriculture malgache se caractérise par sa maigre productivité. La politique agricole préconisée par le DSRP en mai 2003, le MAP en 2007 souligne avant tout le problème de manque de dynamisme de l'agriculture malgache¹⁶. La rentabilité dans le secteur agricole est aussi faible. Cette faiblesse de la rentabilité n'est que le résultat des problèmes au niveau des intrants agricoles Malagasy. Pendant la période de 2000-2003, l'exploitation paysanne quasi-stagnante couvre plus de 90% du total des exploitations agricoles de Madagascar²⁹. Elle se caractérise par la dimension réduite de parcelles de culture. Les superficies ne permettent que de couvrir les frais de survie et rendent impossible la création de surplus. Le passage de l'économie de subsistance à l'économie marchande est lent. L'autoconsommation retient 75% à 95% de la production.

Tableau 5 : Disponibilités en produits vivriers par habitant en 2000 Unité Manioc Maïs Patate douce Pomme de terre

PRODUCTION Tonne	2 228 000	160 000	476 000	293 000
SUPERFICIE Ha	349 750	183 580	87 890	49 500
POPULATION	14 959 424	14 959 424	14 959 424	14 959 424
DISPONIBILITE/hab. Kg/hab.	148.9	10.7	31.8	19.6
RENDEMENT/HA Tonne/ha	6.37	0.87	5.42	5.92

Source : SAA/DPEE/MINAGRI

Ainsi l'agriculture Malagasy est incapable de satisfaire les besoins internes. Si on constate une considérable exportation des produits d'exportation, paradoxalement des produits consommés sur place, n'arrivent pas à approvisionner l'ensemble des besoins des malgaches. C'est le cas notamment de la production rizicole. L'insuffisance de la production se justifie par l'existence périodique de la famine et la persistance de l'importation en produits alimentaires.

¹⁶ Madagascar Action Plan, 2007, engagement 4 « développement rural »

II. Agriculture source potentielle de développement du pays

Le développement économique est une amélioration soutenue, régulière du bien être, il est déterminé par différents indicateurs quantitatifs (la croissance) et qualitatifs (comme la santé, l'éducation, le niveau de vie, etc.). Les moyens de développement sont différenciés selon les pays. Ils dépendent des structures préexistantes. Pour notre cas on va utiliser l'agriculture Malgache comme moyen de développement. Nous allons faire une étude du développement local à Madagascar. Le développement local ou développement à la base qui est un processus utilisant les initiatives locales au niveau des petites collectivités comme moteur du développement économique. De plus pour le pays en développement comme Madagascar, le développement local est important en complément des mesures macroéconomiques et des grands projets. En quoi l'agriculture en tant que sous secteur assure-t-elle le développement économique de Madagascar ? Un regard sur les potentialités agricoles de Madagascar pour lui permettre de devenir actuellement un grenier de l'Océan Indien et pour que les programmes de développement soient financés par les bailleurs de fonds sans difficultés.

1. Les potentialités de l'agriculture malgache

Pour mettre l'agriculture au service du développement, il est nécessaire de décrire les potentialités pour Madagascar. On peut distinguer deux potentialités : Potentialité humaine et Potentialité terrienne. Comme la population malgache est une population jeune et que plus de 60% de la population active se trouve en milieu rural ; on a une main d'œuvre suffisante pour l'agriculture. On a une quantité plus que suffisante de main d'œuvre mais il faut que l'Etat intervienne pour que cet effectif se transforme en capital humain.

En outre d'une population active assez élevée, une grande partie de la surface de la terre arable à Madagascar n'est pas exploitée (Seulement inférieur à 30% des surfaces des terres arables à Madagascar sont exploitées). Le facteur terre joue un rôle non négligeable dans la production agricole. s'il y a un problème d'accessibilité en eau dans certaines zones du pays (région Androy), Madagascar a une potentialité en matière d'eau. Il y a des zones où l'eau est en abondance. Il est à noter que les ressources en eau dans le pays se présente sous plusieurs forme mais pour simplifier, ces ressources en eau peuvent être classées en deux sources : premièrement, eaux de surface et en eaux souterraines qui comprennent les fleuves, les rivières et les lacs ; les secondes sont constituées de bassin sédimentaire de l'extrême sud, de Tuléar, de Morondava, de Mahajanga, de côte Est et d'Antsiranana. Compte tenu de ces potentialités, l'agriculture est une filière que le pays à beaucoup d'estime. Elle

peut être source de devise mais aussi source d'autosuffisance alimentaire. Les zones rurales procurent des ressources importantes pour le développement d'un pays, à savoir les terres et les mains d'œuvres mais elles sont souvent mal exploitées.

2. *La sécurité alimentaire à travers l'agriculture : « Madagascar, grenier de l'Océan Indien »*

Afin de mieux rehausser l'économie du pays à partir de la production agricole et alimentaire, des projets et programmes de développement rural ont été conçus en vue, d'une part pour une ouverture économique aux îles sœurs et d'autre part de développer les commerces régionaux en matière de produits alimentaires. Aussi, un atelier régional du Comité de l'Océan Indien ou COI a eu lieu au Carlton Madagascar, organisé par le Ministère de l'Agriculture de Madagascar, en partenariat avec les Chambres du Commerce et de l'Industrie, visant cette amélioration des échanges commerciaux en termes de produits alimentaires la journée du 15 Janvier 2013. A partir de ses conditions agro écologiques, Madagascar s'oriente vers un développement agricole s'ouvrant à l'approvisionnement des pays de l'Indianocéanie ou région de l'Océan Indien en termes de produits vivriers dont le riz, le maïs, l'oignon et grains ... compte tenu de ses disponibilités de terres arables, en vue de la satisfaction des besoins alimentaires de ces pays. Depuis ces dernières décennies, les pays de la région de l'Océan Indien importent davantage leurs produits alimentaires depuis l'Europe, l'Amérique latine ou l'Inde. Pourtant, ces produits agricoles pourront être disponibles à Madagascar grâce à ses ressources naturelles conjuguées à l'amélioration des techniques de production et aux diverses pratiques tant utilisées dans le cadre des activités agricoles sur diverses régions de l'île. La question qui se pose est : « est-ce faisable ? ».

Madagascar possède plus de 50 millions d'hectares de terres cultivables, mais la population semble avoir du mal à les exploiter vu qu'elle ne met en valeur que 2 millions d'hectares. L'insécurité qui règne sur presque tout le territoire s'ajoute à la pauvreté. Depuis quelques temps, un cercle vertueux s'est visiblement créé dans le secteur agricole malgache. Des signaux sont en effet palpables concernant ce secteur largement majoritaire dans l'apport à l'économie du pays. Les seules croissances visibles dans la création d'entreprises en 2011 concernent l'agriculture et les métiers connexes de l'agrobusiness. A cette « ruée » vers le secteur primaire s'ajoute un exode urbain depuis ces dernières années. Pourtant, la cause reste indéfinie : crise, chômage, fracture culturelle... Tous ces faits peuvent en effet expliquer ce phénomène. Avec l'annonce de plusieurs projets de partenariat et de coopération avec les

pays étrangers, d'autres panneaux du secteur agricoles attirent l'intérêt des observateurs. L'annonce des autorités étatiques et partenaires internationaux quant à la redynamisation de l'industrie agricole semble faire son effet car plusieurs bailleurs et institutions de coopération répondent à ces appels. On citerait en l'occurrence la FIDA dont on connaît le dernier déblocage pour Madagascar, le PNUD ou encore l'AFD. Ces bailleurs ont décidé de ne pas « couper les ponts » avec Madagascar et ce n'est pas un hasard. La surface de terre en friche cultivable à Madagascar est considérable par rapport aux demandes dans la région Océan Indien : riz, maïs, litchis, haricots, patates douces, oignons, fruits et surtout huiles essentielles connaissent une demande croissante. Rien que dans la région Nord-Ouest du pays, on peut compter 425 mille hectares de terres cultivables dont 155 mille seulement sont exploitées soit 37% des terres disponibles. L'obstacle revient toujours aux politiques avec l'éternelle recherche de volonté de stabiliser et de faire avancer le pays. La mise en place d'outils sectoriels à utiliser par tous les gouvernements successifs destinés à instaurer une stabilité de l'économie malgache malgré les changements semble en effet confirmer la politique nationale de développement. Mais rien ne garantit que les futurs dirigeants se plieront à continuer l'œuvre de leurs prédécesseurs bien que ces derniers aient élaboré des plans de développement que l'on jugerait « favorables ».

3. Financement de programmes pour le développement dans le secteur agricole Malgache

a) Financement du projet FORMAPROD pour le développement rural

84 millions de dollars pour le FORMAPROD ! C'est le financement mobilisé par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et ses partenaires tels que le Fonds de Coopération Espagnole pour la Facilité et la Sécurité Alimentaire, l'Agence Française de Développement (AFD) l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), l'Ile de la Réunion pour le Programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la Production Agricole à Madagascar (FORMAPROD). Actuellement, 64 millions de dollars sont débloqués. Le lancement de ce Programme s'est tenu le 17 décembre 2012 à l'hôtel CARLTON Anosy. Le Ministre de l'Agriculture Roland RAVATOMANGA et la Ministre du Commerce Olga Ramalason ont rehaussé de leur présence l'ouverture de cet atelier. 225 participants issus des partenaires techniques et financiers et des différentes organisations étatiques et privées vont travailler, pendant 03 jours, aux actions de mise en œuvre de ce grand programme. En effet, l'objectif du programme est d'améliorer la

productivité agricole et les revenus des petits exploitants agricoles par la formation professionnelle des jeunes ruraux. Ce programme constitue le premier outil de mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR).

Le Programme durera 10 ans et couvrira les 13 régions d'intervention des projets FIDA en cours. Il démarrera sa première phase de deux ans dans les six Régions de l'Ile, à savoir Analamanga, Amoron'ny Mania, Atsinanana, Analanjirifo, Melaky et Menabe. Le Ministre de l'Agriculture s'est réjoui de la présence de tous les acteurs du développement rural qui sont venus témoigner leur vif intérêt et dénoter leur volonté de s'engager pour réussir ensemble.

b) Financement de la BAD : source de création d'emploi

Quatre régions de la Grande Ile viennent de bénéficier de l'appui de la Banque Africaine de Développement ou BAD suite à la signature de la Lettre d'Accord d'avance de fonds de préparation du Projet Jeunes Entreprises Rurales dans le Moyen Ouest d'un montant de 1,53 milliards d'Ariary l'après-midi du 08 Novembre 12 au Bureau National de la BAD.

Le Projet jeunes entrepreneurs ruraux ou PROJER financé par la BAD a obtenu des résultats palpables au cours de la période 2000-2007. Ce projet a permis des actions de sécurisation foncière et d'aménagement au sein de la région du Bongolava d'une zone d'investissement agricole ou ZIA d'une superficie de 83.500Ha, ainsi que la mise en place des structures d'accueil des stagiaires, la construction du Centre de formation agricole d'Ambatofotsy ou CFAA. De ce fait, 266 jeunes entrepreneurs ruraux ont été installés et appuyés dans cette région. En outre, des infrastructures sociales et économiques ont été mises en place dans le cadre de ce projet à savoir 3 écoles, 3 centres de santé, 8 magasins de stockage, 121 kilomètres de pistes rurales.

III. L'agriculture malgache et le marché

Un bien économique est par définition le produit d'un travail effectué par des agents ou producteurs en vue de le vendre sur un marché déterminé. Dans le passé, des mesures de redressement ont été prises et ont concernées les techniques de production sans se soucier réellement des problèmes de débouché. Grâce au marché, les produits agricoles peuvent être source de plus value des propriétaires des terres, de salaire pour les travaux agricoles et de devise avec l'exportation, et donc participante essentiel dans l'économie d'un pays. Pourtant la question du débouché constitue l'un des problèmes qu'on doit résoudre si on veut

promouvoir l'agriculture et la faire partie intégrante de l'économie. L'agriculture malgache qui est encore en phase de mutation, doit affronter une situation paradoxale : certaines populations sont sous-alimentées mais elles sont contraintes d'exporter leurs productions agricoles. Cette situation leur est imposée par la nécessité de se procurer de l'argent liquide afin de subvenir à d'autres nécessités.

1. Le marché des produits

La tendance des marchés internationaux pénalise les efforts d'exportation. Les ventes, la plupart des produits agricoles, subissent une dégradation des termes de l'échange: il y a une tendance régulière des cours à la baisse sur les marchés internationaux. L'exemple de la chute vertigineuse du prix de la vanille depuis une décennie est un exemple concret. De plus, certains produits agricoles malgaches se heurtent aux politiques protectionnistes de certains pays développés. Si on est conscient de ces problèmes que les agriculteurs affrontent, il faut commencer à penser autrement, dès aujourd'hui, sur les perspectives d'avenir des agriculteurs malgaches, surtout en partant des jeunes agriculteurs et les jeunes intellectuels motivés. On sait bien qu'à Madagascar, sous l'influence du climat tropical chaud et humide, les sols sont fertiles et favorables à l'agriculture. Quel que soit le bouleversement climatique, Madagascar a toujours des produits agricoles à vendre et même à exporter. Le problème se trouve surtout au niveau de la commercialisation, de l'acheminement et autres contraintes logistiques. On pourrait également commencer par organiser le système de collecte de produits et penser à la façon de les répartir dans toute l'île car, à Madagascar, il existe bien des régions que certains produits agricoles n'atteignent pas. Il y a encore beaucoup à faire pour que l'agriculture un moteur puissant pour l'économie malgache. Il est toutefois connu que la plupart des pays stables ont une bonne base économique agricole.

2. Le marché du travail agricole

L'étude du fonctionnement des marchés du travail agricole à Madagascar reste un domaine peu exploré. Etant donné que des marchés du travail efficaces sont importants pour obtenir une forte productivité du travail et peuvent en conséquence constituer un facteur important pour la réduction de la pauvreté, toute étude sur leur dysfonctionnement peut aider à formuler des recommandations en vue d'une amélioration des prises de décision. Le salariat agricole montre des liens étroits avec la pauvreté. Comme il a été aussi observé dans d'autres pays en développement, les adultes dont le revenu provient du salariat agricole sont parmi les pauvres. Dans le contexte malgache, les travailleurs ont peu ou pas de terre. Ils se

caractérisent parfois par leur exclusion sociale dans certaines régions du pays, appartiennent traditionnellement à des castes inférieures.

Le salariat agricole n'est pas très répandu à Madagascar, et il présente d'importantes variations suivant les régions car souvent fonction de la spécialisation de chaque zone. Les cultures telles que la vanille, le coton, le sucre et le tabac attirent de nombreux travailleurs agricoles durant leur période de plantation. Les greniers à riz de Madagascar-particulièrement le Lac Alaotra et Marovoay - sont deux régions de forte demande de main d'œuvre pendant les périodes de plantation et de récolte. L'utilisation de la main-d'œuvre agricole salariée a un caractère saisonnier très marqué ; les salaires nominaux qui sont payés sont relativement rigides tout au long de l'année. L'augmentation de la pauvreté en période de soudure ne provoque pas de baisse des salaires nominaux du groupe le plus pauvre. Ce phénomène est identique pour toutes les provinces.

Section 2 : les facteurs d'entraves au développement agricole du pays

On a vu que l'agriculture occupe une place stratégique qu'on peut manier pour la croissance et le développement du pays. Surtout localisé dans le monde rural, les agriculteurs doivent être les premiers bénéficiaires du développement du secteur mais jusqu'ici on constate une pauvreté rurale à Madagascar ce qui pourrait refléter un sous développement agricole. Le fait est que le développement de ces acteurs agricoles ne dépend pas que d'eux. Plusieurs facteurs entravent le bon fonctionnement de la vie agricole. On ne peut se passer de l'agriculture et la mettre en arrière plan dans le processus de développement du pays, le développement du secteur est ainsi vital et primordiale dans la recherche du développement. Qu'est-ce qui empêche réellement le développement de ce secteur et que peut-on faire ? Le monde rural étant lié directement à la production agricole, il nous est plus pratique de mettre en exergue la pauvreté rurale pour situer le problème qui empêche le développement du secteur. Ensuite un éclaircissement se fera sur les facteurs qui influencent l'agriculture, pour enfin voir ce qu'il en est des institutions qui régissent le secteur agricole à Madagascar.

I. La pauvreté rurale à Madagascar

La réduction de la pauvreté rurale est importante pour le développement économique. Pour Madagascar avec une population concentrée en milieu rural, cette réduction est inévitable. Le concept sur la pauvreté s'est évolué au cours du temps. Jusqu'aux années 70 on a considéré la consommation dans l'étude de la pauvreté. Dans le milieu des années 70 et 80, on évoque la notion des besoins essentiels. En ce moment à part la consommation, les services sociaux sont aussi considérés dans l'étude de la pauvreté. Dans une étude sur la pauvreté il est intéressant de savoir la signification du terme bien-être sociaux. Ils sont considérés comme l'ensemble des besoins des individus qui composent une société. Prenons par exemple la sécurité, la santé, l'éducation. Les bien-être sociaux évoluent avec l'évolution des besoins au sein d'une société donnée. Et tenant compte de ces bien-être sociaux les pauvres sont ceux qui n'ont pas les moyens à satisfaire les bien-être sociaux. Même paradoxale que cela ne paraît cette situation est vécue surtout par la population rurale, celle plus proche de l'agriculture que le reste de la population. Il est évident qu'on va en déterminer les causes, mais avant on déterminera l'importance de la production agricole dans la réduction de la pauvreté. Et terminer avec les problèmes dans l'activité agricole.

1. Importance de la production agricoles dans la réduction de la pauvreté

Madagascar dispose de deux classes principales de produits à savoir les produits vivriers et les produits d'exportation. Dans l'ensemble, ces produits connaissent une nette

augmentation depuis 2002, jusqu'à ce que le pays entre dans une période de crise politique qui a touché tous les secteurs d'activité économique, social et politique du pays et empiré dans le même temps le niveau de vie de la population. Les productions destinées à l'exportation sont principalement le café, la vanille, le girofle, le poivre et le poids de cap.

La vision « Madagascar, naturellement » conçue au plus haut niveau du pays a clairement défini l'image que devrait présenter Madagascar et ces 22 Régions à terme. Cette image affirme « la nécessité d'affermir des liens forts avec le monde rural pour la réduction de la pauvreté ». Le développement du secteur s'inscrit dans une stratégie globale fondée sur des efforts soutenus sur le long terme et implique l'intégration et la concentration de l'ensemble des acteurs (Etas, producteurs, opérateurs privés, organisations professionnelles,). Avec le riz, le manioc le maïs et la patate douce restent les principaux produits vivriers à Madagascar. Dans l'ensemble ces produits connaissent une nette augmentation depuis 2002. En général, malgré l'absence de catastrophes causées par des aléas naturelles, la production des produits à l'exportation constate une légère baisse. Mais assurant l'alimentation de toute la population les agriculteurs ne peuvent pas se plaindre de ne pas avoir de débouchés pour leur produit, ils devraient donc constituer la classe la plus riche dans le pays. Comme ce n'est pas le cas, on se demande comment se fait-il que le monde rural soit constamment pauvre.

2. Les causes de la pauvreté rurale

C'est logique si les agriculteurs sont pauvres à Madagascar. Leurs productions ainsi que leurs revenus sont faibles. En effet la majorité des agriculteurs malgache sont des petits exploitants agricoles comme le montre le tableau 8 dans l'annexe. La pauvreté rurale à Madagascar est le résultat des différents problèmes dans l'agriculture en milieu rural. Précédemment nous avons mentionné que l'agriculture Malgache se heurte à des problèmes naturels. Ces problèmes qui causent la faiblesse de la production agricole. Evaluer en terme de revenu ces problèmes rend faible les revenus des agriculteurs. Et comme on a expliqué dans l'extension des causes de la pauvreté c'est le revenu qui est la principale cause. Les différents phénomènes naturels, l'insécurité foncière, l'insécurité en milieu rurale, le faible taux de mécanisation, l'utilisation des superficies d'exploitation très réduites, . . . rendent la production agricole plus faible.

Expliquons le cas d'utilisation des superficies de petite taille comme exemple. Madagascar possède une grande espace cultivable mais le problème est que les paysans n'ont

pas pu exploiter cette vaste espace. Les agriculteurs se contentent d'exploiter la même taille d'exploitation ou même réduit la superficie à exploiter. Le problème aussi est que même si les membres de la famille augmentent, on n'augmente pas la taille d'exploitation. Ainsi faute de ce problème de taille d'exploitation la productivité que réalisent les agriculteurs est faible et même réduite parce que la taille du ménage augmente

En termes de revenu, les agriculteurs n'ont pas pu obtenir des revenus nécessaires à partir de leurs activités. De ce fait ils ne peuvent pas satisfaire les besoins essentiels. Donc se trouve dans un état de pauvreté parce que c'est cette incapacité de satisfaire les besoins qu'on qualifie l'individu comme pauvre. La majorité de la population malgache sont des agriculteurs. Différents problèmes caractérisent le milieu rural malgache, des problèmes qui expliquent la faiblesse de la production agricole à Madagascar, ainsi que la pauvreté du pays étant donné que la majorité de la population sont des agriculteurs. Pour atteindre notre objectif qui est le développement économique de Madagascar, on doit résoudre les différents problèmes au niveau de l'agriculture. Pour cela, la troisième partie portera sur les solutions et recommandations des entrepreneurs pratiquant la transformation à petite échelle. Une partie de la population très pauvre vivant dans les campagnes ne tire aucun avantage des ces politiques que ce soit à court ou à moyen terme. Les catégories très pauvres sont constituées principalement par les ménages dont les chefs sont très âgés, très jeune ou une femme abandonnée par son époux, handicapées et les agriculteurs habitants dans des zones reculées. Prenons l'exemple d'une libéralisation du marché, cette décision n'influe guère ces derniers, ces personnes achètent et vendent peu sur le marché.

3. Les problèmes dans l'activité agricole

L'insécurité sociale au niveau rural à Madagascar est aussi un problème rencontré dans l'activité agricole, ils empêchent les paysans à travailler « optimale-ment ». Toujours dans le domaine social mais cette fois si on va parler de problème au niveau institutionnel. Institutionnellement, l'agriculture malagasy se heurte à un problème. En milieu rural, il y a une désorganisation du monde rural matérialisée par l'insuffisance du nombre d'organisations paysannes. Faute de cette absence d'organisations paysannes, les paysans n'ont pas pu avoir les moyens pour acquérir des matériels de production agricole. De plus cette absence cause aussi la non représentation des agriculteurs dans la décision politique. Ainsi les décisions qui ont été prises pour améliorer le milieu rural sont faites de manière hasardeuse et le plus souvent non adéquate aux besoins de l'agriculture.

En milieu rural, à Madagascar, on observe une non diversification des activités agricoles ainsi qu'un taux élevé de non occupation rurale. Ces deux problèmes sont en partie les résultats des différents problèmes techniques et le manque de qualification des individus dans le monde rural. Selon les Nations Unies¹⁷, ces problèmes fragilisent le marché à Madagascar. Un des grands problèmes en milieu rural est le problème d'accès aux crédits. Ce problème d'accès aux crédits provient soit de l'absence ou l'insuffisance des institutions financières. En 2005 seulement 6% le taux de pénétration des institutions de micro finance à Madagascar. Même dans les régions où il y a des institutions financières, il y a des contraintes d'ordre général chez les paysans comme :

- la peur d'être poursuivie en justice en cas de non remboursement
- la peur de bureau surtout des procédures administratives
- la vulnérabilité des ménages à cause du manque de garantie
- le problème des titres fonciers

L'existence de ces différents problèmes dans l'agriculture à Madagascar cause la pauvreté rurale dans le pays.

II. Les facteurs d'influence à l'agriculture

Le fait qu'on ne peut séparer la pauvreté ; notamment celle rurale, avec le fonctionnement du secteur agricole est dû à plusieurs facteurs nous allons retenir :

- les outils utilisés supposés améliorer les produits deviennent le maillon faible de la production ;
- les troubles permanents qui bouleversent l'agriculture comme les aléas climatiques, la maîtrise difficile des volumes de production ;
- les institutions et les infrastructures liées directement ou indirectement à la production.

1. *Les outils utilisés en production agricole*

L'augmentation de la production agricole et plus particulièrement celle de la riziculture, repose sur le recourt à l'intervention de différents facteurs, entre autres les matériels et équipements, depuis la préparation du sol jusqu'à la récolte. A Madagascar, le

¹⁷NATIONS UNIES, OMD, 2007, P.93

niveau d'équipement des riziculteurs varie de 0,2% pour les matériels motorisés jusqu'à plus des 90% pour les petits matériels comme la bêche ou angady, la faucille, la pioche... . Aussi, le Ministère de l'Agriculture est à pieds d'œuvre à la validation de son Document de stratégie nationale et Plan opérationnel de mécanisation rizicole, avec des acteurs de développement et ceux de la filière. Depuis des siècles, la riziculture malagasy a connu l'utilisation des petits matériels et équipements pour rentabiliser les travaux de production. En période de la fin du XVIII siècle, l'angady a été offert comme prime au paysan gagnant lors des concours agricoles organisés par la royauté d'alors. Pourtant, au fur et à mesure que les besoins en alimentation augmentent, le niveau d'utilisation et les types des matériels agricoles évoluent dans les temps afin de couvrir et prévoir ces besoins de la population par le biais des marchés.

Assurer la sécurité alimentaire et contribuer aux marchés d'exportation en termes de riz figurent parmi les objectifs du Ministère de l'Agriculture. De ce fait, afin d'atteindre cet objectif la mécanisation de la riziculture devra entrer parmi les priorités. L'accès des producteurs aux matériels motorisés n'est pas facile compte tenu de leur coût, l'acquisition de tel matériel par leur regroupement ou leur structuration en coopérative pourra faciliter cela, a-fait remarquer le Ministre de l'Agriculture Roland Ravatomanga lors de son discours d'ouverture. En effet, les cas des autres acteurs aussi feront l'objet de réflexions durant cet atelier. Le développement de la mécanisation de l'agriculture ne concerne pas uniquement les producteurs. Par ailleurs, l'Etat favorise la création d'un environnement politique, économique et social permettant l'accomplissement et l'atteinte des objectifs visés. C'est ainsi que l'atelier de validation du Document de stratégie nationale et plan opérationnel de mécanisation a vu la participation des représentants des acteurs de développement rural, ainsi que les partenaires techniques et financiers.

En de pareilles occasions, il a été temps de relater brièvement le déroulement de l'année précédente sur les grandes lignes des réalisations du Ministère de l'Agriculture. Dans ce sens, le Ministre a mis l'accent sur l'évolution positive des productions rizicoles de la dernière campagne qui a largement dépassé les 5 millions de tonnes, toutes saisons confondues, malgré la menaçante présence des criquets sur diverses régions de l'île. Pour cette nouvelle année, il n'a pas manqué de prévoir des appuis particuliers aux riziculteurs de la région de l'Alaotra Mangoro qui en ont besoin en vue d'accroître leur production rizicole.

Par ailleurs, toujours en termes d'augmentation de la production agricole, la lutte antiacridienne devra-t-elle être priorisée pour cette prochaine campagne, a-t-il affirmé.

Dans le cadre de la coopération entre le Gouvernement malagasy et le Gouvernement libyen, la remise officielle des 10 tracteurs libyens a eu lieu en présence de la délégation respective des deux pays le 04 Mars 2013. Ces tracteurs de 60 à 85 chevaux sont équipés d'accessoires tels charrues, pulvérisateurs et remorques. A titre de rappel, ces 10 tracteurs libyens d'une valeur à hauteur de 500 millions d'Ariary ont été légués au Gouvernement malagasy depuis 2008 lors de la mise en œuvre du programme de la Révolution verte dans le cadre du développement de la production agricole en vue de l'autosuffisance alimentaire. Or ces engins ont contribué à l'opération labour d'alors sur différentes régions de l'Ile dont Bongolava, Analamanga. Selon le Ministre de l'Agriculture Roland Ravatomanga, ces matériels agricoles vont apporter leur contribution à la production agricole, tant à la riziculture qu'en cultures de contre saisons, ainsi qu'à l'augmentation des superficies cultivées ; et cela toujours dans le cadre de la promotion de la production agricole à Madagascar.

2. Le climat et les aléas naturelles

Les problèmes d'ordre naturel comprennent les aléas naturels, et les différents problèmes comme les insectes qui détruisent l'agriculture par exemple. Chaque province a leur propre problème naturel en général. Il y a ce qui est touchée par l'inondation, les maladies phytosanitaires, ... Mais quand même il y a les problèmes qui se généralisent comme le cas du cyclone par exemple. Dans le secteur agricole, les fonds alloués sont prévus pour une longue période, ainsi il n'y a pas beaucoup d'investisseurs qu'ils soient privés ou publics qui sont incités à investir dans ce secteur. Le cyclone et d'autres aléas naturels, comme l'invasion des criquets, sont aussi des facteurs qui démotivent les investisseurs à investir dans le secteur agricole. En plus, il faut une importante somme pour l'investissement car il y a encore un manque d'infrastructure qui nécessite beaucoup de capital.

L'agriculture dévastée par le cyclone « Haruna » et une invasion de criquet

Les dégâts sont énormes : ensablement, inondation des champs, destruction des cultures, des barrages, des magasins de stockage et des bureaux. Pire, les semences pour la culture de contre saison sont tous abimées. Une aide d'urgence s'avère nécessaire. Parait au

plus pressé, Le Ministère de l'Agriculture a offert des semences aux sinistrés par le truchement de la Direction Régionale.

L'invasion des criquets qui menace actuellement la production agricole, surtout dans la région Sud ouest du pays, ne cesse de se propager à tel point que les agriculteurs craignent la famine. Il est à noter que le Ministère déploie toujours tous les voies et moyens disponibles et possible pour venir en aide aux agriculteurs. Comme très prochainement en collaboration avec la Banque Africaine de Développement (BAD), un projet de réhabilitation des infrastructures hydro agricoles des 4 périmètres irriguées dans cette Région du Sud Ouest sera réalisée, dont le montant s'élève à 20 millions de dollars. De plus, il y aura aussi les travaux de la Route Nationale n°9 ou RN9 depuis Tuléar jusqu'au Befandriana sur une distance de 105 Km pour un montant de 69 millions de dollars. La Région du Sud Ouest infestée par les criquets, ravagée par le cyclone et voilà que la famine profile à l'horizon.

3. Les institutions et infrastructures liées à la production agricole

a) L'éducation

Le niveau d'éducation en milieu rural constitue un grand problème dans l'agriculture à Madagascar. La faiblesse en niveau d'instruction est un facteur de mauvaise qualification d'un individu. Si on fait référence aux données statistiques, on peut y constater que le milieu rural est le plus touché par le problème d'éducation. En effet, si on compare le taux d'alphabétisation entre le milieu rural et urbain, on constate que les individus qui vivent en milieu rural sont moins alphabétisés que ceux dans le milieu urbain. Le taux d'alphabétisation est de 53,2% pour le milieu rural contre 78% dans le milieu urbain. De plus dans le milieu rural plus de 90% de la population n'ont pas pu dépasser le niveau primaire. Le problème au niveau de l'éducation a des conséquences sur le niveau de production agricole à Madagascar. Faute de ce problème les agriculteurs sont, par exemple, incapables de faire des innovations par l'intermédiaire des créativités, ils s'attachent de plus aux anciennes modes d'exploitation.

b) Les coopératives

Sur 925 millions de personnes qui souffrent actuellement de la faim dans le monde, 70 pour cent vivent en zone rurale, où l'agriculture est le pilier de l'économie. Les coopératives contribuent, concrètement et de multiples façons, à créer des emplois. Ainsi, il est temps de renforcer ces coopératives agricoles, de favoriser leur croissance et leur pérennité, et, de

faciliter leur expansion tout en créant un climat commercial, juridique, politique et social favorable à leur prospérité. d'expériences ainsi que le témoignage de coopératives agricoles performantes et autonomes sont entrepris dans divers régions agricoles pour inciter les producteurs locaux à se regrouper au sein des coopératives.

Grâce à ces activités, les participants ainsi que les organismes d'appui sont été persuadés de l'importance des coopératives agricoles dont:

- Connaissance des procédures et étapes à suivre pour la constitution de coopérative et la différence entre Associations, Coopératives et Unions de coopératives (fédération) avec leurs avantages respectifs.
- Compréhension des participants de l'importance des coopératives dans le cadre de la professionnalisation des producteurs.
- Connaissance par les membres des avantages grâce à l'existence de coopérative, les contraintes et problèmes majeurs rencontrés et les solutions de sortie dans une coopérative, la notion l'autonomisation de coopérative, les meilleures pratiques en matière de gestion technique et financière de coopérative, l'aspect social des coopératives et les risques fréquentes à considérer.
- Conviction des différents organismes d'appui et partenaires à appuyer les producteurs de leur ressort à constituer des coopératives.

c) L'infrastructure routière

Le problème d'infrastructure est un problème majeur des PED. L'infrastructure routière de Madagascar est extrêmement pauvre, 9km de route goudronnés et 60km de route secondaire pour 100km². Ces infrastructures rurales sont défectueuses, leur amélioration est une condition essentielle de la modernisation et de la croissance de l'agriculture. Les infrastructures permettent d'accéder au marché. L'accès des producteurs aux marchés locaux présente une contrainte significative. Selon la région, le temps de marche vers le marché le plus proche est égal à 1 à 5 heures avec des distances allant de 5 à 25km, avec une moyenne de distance de 10 km. Ce qui est difficile pour les paysans d'aller au marché pour vendre quelques produits agricoles. La construction des routes, des barrages, etc. peut être effectuée en utilisant les facteurs travaux (pour substituer au facteur capital) qui se trouve en abondance à Madagascar (HIMO) puisque le capital nous manque. La recherche nationale (concernant

l'agriculture) doit être promue car les recherches internationales n'ont pas des effets sur l'agriculture malagasy sauf si leur résultat peut être adapté à la condition locale.

En l'absence d'une infrastructure et de services de base – en particulier, les routes rurales - le développement de l'économie rurale et les avantages tirés d'une éventuelle spécialisation et du commerce seront limités. Les avantages de l'installation d'un réseau routier rural seront substantiels. L'accès aux marchés du travail, des produits, des intrants et du crédit est essentiel pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Cependant, les communautés rurales sont souvent lésées dans ce domaine en raison de leur éloignement mais aussi faute de réseaux de transport adéquats. Par rapport aux autres groupes de la population, elles sont souvent pénalisées par des coûts de transaction plus élevés qui les handicapent dans leur niveau de vie. Ainsi prendre connaissance des réalités dans le domaine du transport et comprendre les effets de l'éloignement sur l'agriculture et la pauvreté dans le milieu rural sont essentiels dans la formulation de politique de développement rural. Le critère d'éloignement a été mesuré par deux variables : la durée du voyage et l'indice d'éloignement de la région.

Chapitre 2 : PERSPECTIVE DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE MALGACHE

Au lendemain de l'indépendance, la République Malgache accusait un manque de cadres nationaux pour définir et mener à bien sa politique de développement rural. On constatait que la production de paddy ne suffisait pas à nourrir la population malgache durant les périodes 1965 et 1966. De ce fait, l'Etat décidait de fixer comme objectif l'augmentation de la production rizicole à 2 000 000 tonnes¹⁸. Depuis 1975, les hommes politiques ont choisi la voie socialiste. Selon la charte de la Révolution socialiste Malagasy, la mise en place d'une économie socialiste nécessite une indépendance véritable, une volonté de réussir par ses propres moyens et une mobilisation de l'épargne nationale. Afin de rehausser les performances du secteur agricole, Madagascar s'est engagé depuis 1984 dans une série de mesures d'ajustement structurel avec l'aide de la Banque Mondiale et de Fonds Monétaire International. Les politiques structurelles ont porté sur la libéralisation des circuits de commercialisation interne et externe l'ajustement du taux de change réel et les réformes des taxes à l'exportation. Enfin, la 3ème république s'est déroulée de 1997 à 2009 et était basée sur l'élaboration des politiques agricoles fondées sur l'apport des bailleurs de fonds qui stipulait la promotion du développement rural. Mais on se demande pourquoi quand il s'agit de l'agriculture et du monde rural les bailleurs de fond ne montrent pas autant de réticence que dans d'autre domaine comme l'élection par exemple. Après avoir définie les dernières politiques agricoles récemment développées dans le pays, on va aussi parler dans ce dernier chapitre des produits agricoles qui font le renommé de l'agriculture malgache.

¹⁸Ministère de l'Agriculture et de Développement rural, juin 1995, « Le système national de vulgarisation agricole à Madagascar », p 5

Section 1 : Plan de développement agricole

Il est certains que l'élaboration d'un plan de développement agricole ne date pas d'hier, elle s'est faite depuis toujours et jusqu'à lors. Le rôle de l'Etat dans le développement du secteur se manifeste et se définit dans cette politique. A Madagascar on n'a jamais ou de modifier selon le contexte les différentes stratégies politiques dans l'économie et le secteur agricole en fait toujours partis. Ces programmes changent et évoluent avec le temps mais surtout avec le changement de régime. Comme le pays a déjà vécu sous les commandes de plusieurs régimes politiques différents chacun unique, on ne va traiter que ceux qui se sont succéder dans la dernière république. Ainsi dans cette section, on va voir successivement le Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR), le Programme National pour le Développement Rural (PNDR) et finalement le PNDR dans le cadre du MAP.

I. Plan d'action pour le Développement Rural (PADR) 1997

Compte tenu de l'adoption du DCPE, on a précisé le contenu du document de Politique de Développement rural sur certains de ses aspects et l'a complété en identifiant et en reformulant des interventions prioritaires. Dans le but de continuer ce travail de révision de la Politique de Développement rural, la Banque Mondiale a organisé le 30 Novembre 1997 un atelier de présentation de la version provisoire du document intitulé « contribution de la stratégie de Développement Rural à Madagascar - améliorer les conditions de vie en milieu rural »¹⁹.

1. Les éléments du PADR

Dans ce document la Banque Mondiale suggérait :

- la poursuite du programme de réformes dont notamment la privatisation des Entreprises Agricoles et Agro – Industrielles, la libéralisation des prix à la production du sucre et coton, l'amélioration de la compétitivité des prix du fret aérien afin de faciliter l'exportation de la production agricole pour laquelle Madagascar bénéficie d'un avantage comparatif certain ;
- L'amélioration de l'accès de la population rurale à l'ensemble des services sociaux (santé, éducation, eau potable, ...) et la modernisation du secteur agricole par le biais des programmes d'investissement publics (désenclavement, sécurisation foncière,...)

¹⁹Le « PADR » : un résumé au mois d'Octobre 1998

De là, la Banque a souhaité que le Gouvernement élabore un « Plan d'Action de Développement Rural » qui peut être présenté sous forme de programme, à un groupe consultatif de Bailleurs de Fonds. Pour arriver à la croissance désirée dans le secteur rural, le PADR a comme un objectif spécifique l'accès intrants, aux services économiques et sociaux et aux marchés pour qu'ils puissent développer leurs activités et améliorer leurs conditions de vie. Le PADR est élaboré suivant un processus participatif d'identification, de planification et de priorité des actions à mener pour le développement rural. Il vise la mise en œuvre et le suivi des mesures, des programmes et des projets spécifiques initiés par les structures administratives avec la participation du secteur privé, des groupements des paysans et des divers ONG. La mise en œuvre du PADR est assurée par l'Equipe Permanente de Pilotage (EPP) intégrant les partenaires techniques et financiers au développement.

2. Résultats dans l'ensemble

La performance du secteur primaire a été modeste avec + 2,1% en 1998. L'évolution est attribuable à la baisse de la production de la branche agriculture (- 1,8%)²⁰. La campagne a été caractérisée par des conditions climatiques qui ont été plus ou moins favorables à toutes les catégories de cultures selon les régions : retard de pluie dans certaines régions, pluie abondante favorisant la culture sur « tanety » mais provoquant des inondations dans d'autres régions. L'offre nationale en riz, 2 447 000 tonnes, ne suffit pas toujours à couvrir les besoins de consommation du pays qui s'élèvent à environ 3 500 000 tonnes²¹. C'est la raison pour laquelle l'importation de denrées alimentaires a augmenté progressivement. En ce qui concerne le riz, elle a augmenté graduellement, 210 000 tonnes au cours de la période 2000-2004²². Dans l'ensemble, les résultats obtenus sont insignifiants. La baisse de la production de la branche agriculture, qui fait vivre la grande majorité des malgaches, a entraîné un taux de croissance économique bas (4.6%)²³. Ainsi, les objectifs fixés par le PADR ne sont pas atteints car la pauvreté ne fait que s'empirer.

II. Programme National pour le Développement Rural (PNDR) 2005

Confirmant la volonté de « l'Etat malagasy de réduire le taux de la pauvreté en l'espace de 10 ans, soit passé du taux actuel de 80 % de la population rural à 40%, et ce à travers un développement rapide et durable, il a élaborée le DSRP. Il est précisé dans ce document que

²⁰ « Rapport économique et financier 1998 », p30

²¹ Ministère de l'Economie, de Finance et du Budget, 1999, « Situation économique », p 40

²² Ministère de l'Agriculture, INSTAT

²³ Document de la banque mondiale, « Rapport économique et financier 1998 », p 40

la stratégie agricole et rurale est appuyée par un plan d'action pour le développement rural (PADR).

1. Eléments du PNDR

Pour tenir compte des nouvelles orientations du gouvernement et capitalise les différents documents existant concernant le développement rural (Vision Madagascar Naturellement, la Politique Générale de l'Etat, les politiques sectorielles ainsi que les différents documents et rapports des programmes / projets tant publics que privés), on a élaboré le programme National pour le Développement Rural (le PNDR) qui est un document mis à jour du PADR. Le développement rural est une des priorités exprimées par Vision Madagascar Naturellement et la Politique Générale de l'Etat (PGE) 2005. Les objectifs de développement du PNDR sont : au plan social, une pauvreté réduite de 50%, un niveau d'instruction relevé, une santé améliorée de silos communaux et régionaux, de marchés centraux, de rôles de développement, de terminaux portuaires et aéroportuaires spécifiques et de zones franches spécifiques. Les réseaux hydro agricoles seront réhabilités. En ce qui concerne l'environnement de la production, une flexibilité du système de transaction de crédit aux conditions locales de transaction, l'accès au capital et aux facteurs de production, une fiscalité incitative et modulable pour tous les secteurs, une sécurité rurale, l'articulation des acteurs en grappes d'intérêts et de conseils. Concernant le cadre de vie, la réduction voire la suppression du fossé ville campagne, la régénération des ressources naturelles. Rendre le cadre institutionnel du secteur plus effectif et plus efficace, faciliter l'accès au capital et aux facteurs de productions ; Valoriser les ressources naturelles et préserver les facteurs naturels de production. En 2010, les objectifs quantitatifs sont : le doublement de la production agricole et des exportations agricoles, le développement de la production agro-industrielle non alimentaire de 50%. Les impacts attendus sont : l'émancipation de 3.5 millions de ruraux qui auront quitté le seuil de pauvreté et assureront leur sécurité alimentaire ; 1.75 millions de personnes accéderont à une alimentation plus formels, reposant sur le marché. Ces objectifs auront pour impact le doublement du revenu. En outre, 1 000 entreprises agricoles rentables seront établies et/ou élargies, créant ainsi 10 000 nouveaux emplois²⁴ et offres d'emplois rémunérés.

Ces différents défis seront concrétisés par la mise en œuvre de huit programmes : le PSDR, le PANSa (Plan d'Action National pour la Sécurité Alimentaire), le PNF (Programme National Foncier), le PAE (Plan d'Action Environnementale), le PTMR (Programme de

²⁴ PNDR, décembre 2005

Transport en Milieu Rural), les programmes de l'éducation, de la santé, du financement en milieu rural. En 2005, le Gouvernement a lancé le Programme National Foncier (PNF) qui inclut notamment la facilitation des transactions foncières ainsi que la mise en place de 21 guichets fonciers et ce, jusqu'à la fin du mois de décembre 2006.

Le PSDR a dépensé 119 767 488 269 MGA²⁵ en 2006 pour la mise œuvre de 9108 sous projet dont 4810 réceptionnés. Dans le cadre du financement rural, le système bancaire est peu présent en zones rurales. Pour y remédier, les institutions de micro finances ont établi des bureaux en milieu rural. Les principaux facteurs entravant l'orientation vers le marché des activités de production en monde rural résident dans l'insuffisance des infrastructures et des canaux de transmission des signaux de marché aux producteurs. Plusieurs initiatives sont prises tant par le secteur public que par le secteur privé, comme la construction de marchés et la mise en place de plate forme telle que l'Observatoire Riz (ODR).

2. Résultats obtenus

L'application du PNDR a relevé des résultats positifs :

- Dans le cadre foncier : 330.000 titres fonciers avaient été délivrés, soit à un rythme de 1 000 titres par an⁶⁰. En 2006, 10% du territoire national sont dotés de titres et de certificats fonciers.
- Dans le cadre du financement rural : en 2006, sept institutions de micro finances autorisées sont fonctionnelles en plus des autres initiatives locales. Il ressort de la situation actuelle que l'accès aux crédits ruraux reste limité quoique le taux de pénétration ait connu une nette amélioration ces dernières années (passant de 3% en 2003 à 6% en 2005). Les raisons principales en sont le taux d'intérêt élevé et l'existence de garanties excessives par les institutions financières.

Du fait de l'entreprise des projets de petites mécanisations agricoles, comme les charrues et les motoculteurs, et des itinéraires techniques améliorés à l'instant du système riziculture amélioré-intensif, on a constaté en 2005 une élévation de la production rizicole de 13% par rapport à 2004. La production rizicole est 2.500.000 tonnes²⁶.

²⁵Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche unité PSDR

²⁶Ministère de finance et de l'économie, 2000, « Tableau de bord social : appui à la mise en place d'un système national intégré de suivi de la pauvreté »

III. MAP ou Madagascar Action Plan (2007)

1. Objectifs

En vue d'accélérer et de mieux coordonner le processus de développement et de faire un saut qualitatif, le Gouvernement Malagasy a élaboré le MAP : « Le MAP est un plan d'action ambitieux, qui définit la feuille de route et les priorités de notre nation de 2007 à 2011 ». Le MAP contient six défis :

- Sécurisation de la propriété foncière
- Amélioration de l'accès au financement rural
- Lancement d'une Révolution Verte Durable
- Promouvoir les activités orientées vers le marché
- Diversification des activités agricoles
- Accroissement de la valeur ajoutée agricole et promotion de l'agrobusiness.

Si la Révolution Verte Durable a été d'actualité en ce temps, aujourd'hui on ne parle plus que de la sécurité alimentaire que la grande Ile peut assurer pour les pays de l'Océan Indien. De plus que le pays est maintenant en période de transition.

2. Résultats attendus

Dans le cadre du développement rural horizon intermédiaire a été fixée par le Plan Directeur Quinquennal pour le Développement Rural. Conçu pour accélérer la croissance de l'économie rurale et pour réduire la pauvreté en milieu rural de moitié, ce Plan prévoit une phase de démarrage rapide et des résultats quantifiables précoces. Le plan prévoit d'aboutir à deux résultats marquants en 2010.

- 700.000 ménages ruraux (3,5 millions de personnes) vont quitter le seuil de pauvreté pour intégrer un milieu alimentaire garanti ;
- 350.000 ménages (1,75 millions de personnes) vont être engagés dans des systèmes alimentaires plus formels, reposant sur le marché, augmentant de la sorte le revenu de leur ménage de 100% (doublement des revenus).²⁷

Bref, les politiques agricoles ainsi mises en places sont loin d'avoir atteints les objectifs visés. Même si, de 1960 à 2006, environ 450 milliards²⁸ ont été engloutis par des projets de développement rural, les conditions de vie des 80% de la population qui vivent de

²⁷ « Madagascar Action Plan », 2007

²⁸ Ministère de finance et de l'économie, 2006 « Tableau de bord social : appui à la mise en place d'un système national intégré de suivi de la pauvreté

l'agriculture et de l'élevage ne se sont guère améliorées. Il nous faut reconsidérer le fait qu'aucune continuité ne fut établit durant toute ces programmes mis en place, qui varient avec le régime sur le pouvoir.

Section 2 :les cultures malgaches

A Madagascar se rencontre quatre types de pratiques culturales : la culture pure, la culture associée, la culture mixte et la jachère. Une parcelle est en culture pure quand elle ne porte qu'une seule culture, elle est en culture associée dans le cas elle porte plusieurs cultures de même type (tous des cultures permanentes ou tous des cultures temporaires) et en culture mixte dans le cas où elle porte plusieurs cultures de différents types. Quant à la jachère, c'est une méthode culturale consistant à laisser au repos, pendant plusieurs années (en moyenne 2 à 4 ans), un terrain déjà exploité afin d'en régénérer la fertilité. Les terrains en jachère sont théoriquement inclus dans la superficie utile de l'exploitation. Les superficies en jachère font effectivement parties de la superficie physique de l'exploitation mais exclues des superficies économiques ou développées. La culture pure prédomine dans l'ensemble de Madagascar tandis que la pratique de culture mixte se pratique très peu et près de 2% de la superficie physique totale sont en jachère. Autant de cultures ne peuvent-ils pas apporter chacun leur contribution dans l'amélioration du niveau de vie de la population ? Ces différents types de cultures sont classés par types de produits, on distingue les cultures vivrières, les cultures industrielles et les cultures d'exportation qui vont constituer les points étudiés dans cette section pour ainsi dégager leur poids dans l'économie du pays. La riziculture mérite une attention particulière car c'est la principale culture pratiquée à Madagascar et le riz constitue l'aliment de base de la grande majorité de la population.

I. Le riz

Le riz occupe 70% des activités de la population agricole²⁹. Selon les derniers recensements effectués, la Grande île compte en ce moment environ 2 millions de riziculteurs dont les activités s'étendent sur près de 1 300 000 hectares. C'est dire donc toute l'importance de la filière rizicole. Par ailleurs, il existe à peu près 5 000 variétés de riz mais seulement une quarantaine de variétés améliorées mises au point à l'issue des recherches menées par le Fofifa. Principal nourriture des malgaches, le riz est aussi une filière stratégique dans l'économie du pays. Pourtant on en importe encore pour pallier l'insuffisance locale, ne pourrions-nous pas assurer l'auto suffisance ?

²⁹Ministère de l'Agriculture et de Développement rural, recensement agricole de Madagascar 2004-2005

1. *Importation de riz*

Le pays a une quasi-autosuffisance en riz si l'on en croit des techniciens de la filière. Seulement, il n'est pas évident de sortir les stocks des localités enclavées vers les zones de consommation. Les importations n'ont pas dépassé le volume habituel concerné. Il faut toutefois rappeler que des opérateurs ont profité de la détaxation sur le riz pour frauder, c'est-à-dire pour importer du sucre déclaré comme du riz. Cette fraude a faussé la donne sur le marché : les prix du riz demeurent élevés contrairement à ce qui s'est observé sur le marché international. Quoiqu'il en soit, des professionnels de la filière riz avancent que l'Etat devrait peser le pour et le contre en matière d'importation. En effet, trop d'importations tuent les paysans déjà malmenés par les impacts désastreux du changement climatique. Mais il n'y a pas que les paysans. Des professionnels de l'agro-industrie craignent que Madagascar perde des marchés comme celui du litchi avant Noël en Europe. Dans ce cas, le problème n'est plus confiné chez les paysans. Il va affecter tôt ou tard différents secteurs de l'économie dont l'agro-industrie, le commerce international, sans oublier les risques d'un creusement encore plus marqué du déficit de la balance commerciale. L'Etat doit prendre ses responsabilités.

2. *La politique nationale de développement rizicole*

Considérée comme la principale culture vivrière à Madagascar, le riz occupe une place importante dans le secteur agricole. Cette filière constitue la première activité économique en milieu rural en termes de volume. La politique du riz affecte donc directement la population : que ce soit en tant que consommateur ou comme producteur, dans la mesure où l'immense majorité des paysans cultive cette céréale, que ce soit pour leurs propres besoins ou pour la commercialiser. La riziculture est en effet pratiquée par environ 2 000 000 de ménages, soit 85% des exploitants agricoles³⁰. Du fait que la production actuelle ne couvre pas encore entièrement les besoins de la population locale, besoins qui s'accroît de plus en plus par une forte autoconsommation, le pays a été amené à importer du riz (environ 180.000 tonnes en 2008) (source : Service des Douanes). Cependant, de par ses fortes potentialités avec une quinzaine de grands bassins de production, Madagascar devrait pouvoir satisfaire la demande intérieure. D'où la nécessité d'élaborer une Stratégie Nationale de Développement Rizicole (SNDR) adaptée au nouveau contexte qui prévaut suite aux crises alimentaires et flambées de prix connues récemment au niveau mondial.

La Politique Nationale de Développement Rizicole a pour objectifs globaux:

- Contribuer à la sécurité alimentaire dans toutes les régions.

³⁰Ministère de l'Agriculture et de Développement rural, *recensement agricole 2004 – 2005*

- Contribuer à l'amélioration de la croissance économique.
- Améliorer les revenus et la situation des acteurs de la filière.

Les objectifs spécifiques consistent à satisfaire la consommation intérieure et élargir le marché d'exportation, à travers l'augmentation de la production nationale et la professionnalisation des producteurs.

Elle comporte deux axes principaux :

• **Les axes d'interventions intersectorielles**

- Assurer un environnement politique, économique, juridique et social favorable pour permettre le développement du secteur privé
- Développer le cadre institutionnel face au pluralisme des acteurs
- Renforcer les capacités organisationnelles

• **Les axes d'interventions spécifiques au secteur agricole**

- Intensifier et moderniser la production
- Améliorer les conditions d'accès et l'infrastructure irriguée
- Renforcer l'appui aux producteurs
- Préserver les ressources naturelles
- Développer les échanges et promouvoir la contractualisation entre producteurs et opérateurs
- Promouvoir la monétarisation des échanges

II. Les autres cultures vivrières et les cultures industrielles

Avec le riz ; le maïs, le manioc et la patate douce restent les principaux produits vivriers à Madagascar. Mais il y a aussi les légumineuses et d'autres racines et tubercules qui ont aussi beaucoup d'importance dans le pays. Quant aux cultures industrielles, elles regroupent les produits agricoles destinés à une quelconque transformation au niveau d'industries.

1. *Les légumineuses*

Il s'agit des légumineuses vivrières comme le haricot, le voanjobory, le pois du cap et les autres légumineuses à grains secs. La superficie totale des légumineuses est estimée à 156 500

Ha au cours de la campagne 2004-2005 dont 47,6% en haricot³¹. Les légumineuses sont cultivées dans tout Madagascar mais une certaine concentration est observée la partie Sud ouest de l'île allant de Morondava jusqu'à Amboasary Atsimo et éventuellement dans les régions de l'Itasy et du Vakinankaratra.

Le haricot est la troisième culture vivrière après le riz et le manioc à Madagascar. Face à l'importance des demandes sur les marchés d'exportation dont les îles de l'Océan Indien, l'Inde, l'Europe..., la production nationale, de l'ordre de 80.000 tonnes, reste encore insuffisante tant en qualité qu'en quantité. A Madagascar, la production de haricot tient une place très importante en milieu rural. Non seulement cette activité assure les revenus des milliers de centaines de personnes, elle fournit aussi des apports nutritifs considérables aux consommateurs, en matière de protéines végétales. En outre, l'exportation de haricot a connu une certaine évolution car en 1995, on en a enregistré plus de 6.000 tonnes. Pourtant, ce volume d'exportation a connu une régression quelques années plus tard par suite de diverses causes : qualité des semences, maladies, changement climatique... . De ce fait, la relance de la production de haricot s'impose dans le pays à partir des recherches en vue de fournir aux producteurs des semences de qualité à haut rendement et qui présentent aussi des propriétés culinaires convenant aux consommateurs et à la transformation. Madagascar est parmi les pays du continent de l'Afrique qui produisent du haricot de diverses variétés, compte tenu de la place du haricot, tant sur le plan économique qu'en matière de sécurité alimentaire, une amélioration de la production s'avère nécessaire. Dernièrement on a procédé à l'adhésion du pays à un réseau de recherches africain qui permet aux pays membres de créer une opportunité d'échanges d'expériences enrichissantes à leurs chercheurs respectifs d'une part, et d'autre part de bénéficier de financements d'appoint pour différents thèmes de recherche.

2. *Les racines et tubercules*

Ce groupe comprend le manioc, la patate douce, la pomme de terre. Les racines et tubercules constituent le groupe de culture le plus important après les céréales (riz inclus). La superficie cultivée en racines et tubercules s'étend sur plus de 560.300 hectares soit près de 27% de la superficie développée des exploitations agricoles. Le manioc, à lui seul, occupe 70% des surfaces dans cette catégorie. Ce groupe de culture est très fréquent dans l'ancienne province d'Antananarivo, de Tuléar et dans les régions Haute Matsiatra et Amoron'i Mania. Dans ces zones, plus de 40% de la superficie des exploitations sont occupées destinées par ce

³¹ Atlas agricole de Madagascar 2005

groupe de culture. Ces produits sont surtout très important au niveau local, surtout la capital, principale concentration des consommateurs de légumes. Ce groupe de culture exprime son importance sur le marché local.

3. Les cultures industrielles

Ce groupe de culture comprend essentiellement l'arachide, le soja, le coton, le tabac et la canne à sucre. La superficie des cultures industrielles en 2004-2005 s'élève à 111 150 Ha. L'arachide et la canne à sucre sont trouve en tête, avec respectivement 49% et 36,7% de cette superficie. Trois districts à savoir : Ambato Boeny, Ankazoabo et Bekily consacrent plus de 15% de la superficie développée aux cultures industrielles, essentiellement à l'arachide. Dans la pratique de ces cultures la main d'ouvre et la terre ne sont plus les seuls facteurs essentiels mais aussi les machines nécessaires à la transformation des matières premières. D'où l'importance de la qualité du travail.

III. Les cultures d'exportation

Les cultures destinées essentiellement à l'exportation comme le café, le cacao, le poivre, le girofle et la vanille, occupent près de 11% de la superficie des exploitations agricoles au niveau national. Elles sont pratiquées essentiellement dans le Nord du pays ainsi que la zone littorale Est qui s'étend de Maroantsetra à Taolagnaro. Les districts de Maroantsetra, Mananara Avaratra et Ambanja destinent plus de 40% de leurs superficies agricoles à ce groupe de culture. Il est à noter que les plantations de café regroupent la moitié des surfaces occupées par les cultures d'exportation. Il convient de noter que la pratique des cultures d'exportation présente une certaine concentration. La vanille se trouve surtout dans la région de Sava, le girofle à Analanjirofo et le cacao à Diana. Par ailleurs, le café, essentiellement du café arabica, se rencontre dans la zone des Hauts Plateaux mais avec une importance moindre ne dépassant pas 1% des surfaces des exploitations agricoles. Dans ce point on prendra seulement certains exemples de produits qui peuvent mettre en valeur Madagascar et son économie.

1. Poivre - Madagascar, exportateur potentiel

Les principaux importateurs mondiaux du poivre sont les Etats-Unis, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Inde, le Singapour, la France, le Japon et l'Espagne. Par ailleurs, l'exportation mondiale était évaluée à 288 573 tonnes. Les principaux exportateurs de poivre au niveau mondial sont le Vietnam, l'Indonésie, le Brésil, l'Inde, la Malaisie, le Sri Lanka et Madagascar. En 2010, le prix Fob moyen à l'exportation pour le poivre noir est de 8 Euros le

kilo et 10 Euros le kilo pour le poivre blanc. La production de poivre de la Grande Ile est évaluée entre 1 500 à 2 000 tonnes par an. Les principales zones de production sont Manakara, Mananjary, Sambirano, Nosy-Be et Ambanja. La production de poivre s'étend généralement de juin à septembre. Les poivres blancs, noirs et verts existent dans le pays. Les lianes de poivre ont été coupées pour servir de bois de chauffe et cette situation a engendré la chute de la production malgache. Les poivres de Madagascar sont destinés à approvisionner Maroc, Singapour, France et Belgique. Le poivre vert est généralement exporté en boîtes bocaux de faible contenance, en vue de sa commercialisation directe dans les centrales d'achat, soit en fûts plastiques en vue d'un reconditionnement dans les pays importateurs. Madagascar est réputée pour la qualité de ses épices, dont le poivre vert qui est essentiellement un produit d'exportation. Le poivrier est originaire de l'Inde et de l'Asie tropicale. Le poivre est l'une des épices phares de la côte Est du pays. Avec l'appui de l'Union européenne, le Centre technique horticole de Toamasina appuie la dynamisation de la filière poivre et intervient principalement dans la Région Toamasina. Le poivrier est une plante de climat tropical humide. Il existe plus de 100 variétés de poivre dans le monde. Le poivrier nécessite pour bien se développer un ombrage léger et un tuteur. En outre, comme il se nourrit de l'humus forestier situé en surface, il s'épanouit naturellement dans les forêts qui bordent le littoral Est du pays. Une liane fournit 2 à 9 kg de poivre frais par an. Les huiles essentielles, l'oléorésine et la pipérine que l'on trouve dans le poivre sont utilisées par les professionnels de la parfumerie, de la pharmacologie ainsi que des industries de fabrication d'agent de saveurs et de boisson non alcoolisée. Elles sont obtenues par le biais de la distillation à la vapeur des baies de poivres noirs, sèches, réduites en poudre.

2. Le cas du girofle

Le mécanisme de traitement de ce produit de rente inclut la production, la collecte, la transformation, le conditionnement et l'exportation. La société Wu Chao Ying a augmenté sa quantité exportée provenant de l'île et permet ainsi l'emploi d'une centaine de travailleurs saisonniers. Cette société contribue non seulement à la création d'emplois pour les jeunes et les femmes mais est également une pourvoyeuse de devises. Elle utilise des matériels de traitement et de conditionnement modernes et performants. Les responsables au sein des Directions régionales du commerce dans les Régions Analanjirofo et Atsinanana ont contrôlé et vérifié strictement la qualité du girofle à exporter. Un arrêté ministériel réglemente la qualité des girofles à exporter, la formalisation des collecteurs ainsi que l'amélioration des

ressources et des ristournes. L'Asie du Sud-est, le Singapour et l'Indonésie, l'Inde, les pays Arabes constituent les principales destinations du girofle malgache. Ce produit passe par quatre étapes de transformation avant d'être exporté. Entre autres le séchage, l'étalage, le triage, le conditionnement. Chaque trieuse arrive à traiter jusqu'à trois à quatre sacs de clous de girofles par jour. Le girofle est conditionné dans un sac de 50 kg. Avant d'être exporté. Le produit doit être soumis au contrôle du centre technique horticole de Toamasina, avoir le « certificat Sgs » sur le poids et la qualité. Au niveau des producteurs, le kilo du girofle varie entre 12 000 à 16 000 Ariary. Quant aux ristournes, ils s'élèvent jusqu'à 1,200 milliard de francs malagasy à raison de 100 Ariary par kilo dont 50 Ariary par kilo pour la Commune productrice et 50 Ariary par kilo pour la Région. Par ailleurs, la Société Progem est une des principales sociétés exportatrices de girofle implantées dans la Région Analanjirofo. Madagascar est le deuxième producteur mondial de girofle. De 300 tonnes en 2009, la production de girofle a triplé et s'est élevée à plus d'un millier de tonnes. La société emploie jusqu'à 180 personnes mais le travail est saisonnier allant de six à sept mois dans l'année.

CONCLUSION

Quelle organisation du monde pourra assurer la sécurité alimentaire à la nouvelle masse humaine qui se formera ? C'est une question qui ne s'est posée ni prise beaucoup d'envergure qu'aujourd'hui. Deux préoccupations majeures apparaissent rapidement : le problème crucial de l'alimentation mais aussi la nécessité de ménager les ressources naturelles de la planète. Si la terre peut nourrir dix millions d'habitants, les capacités de production alimentaire ne sont pas forcément situées là où se trouvent les masses de population les plus importantes : en Asie surtout, là où la population, en augmentant de 40% d'ici 2025 représentera plus de la moitié de l'humanité. Mais c'est le continent le plus pauvre, l'Afrique, qui s'accroîtra le plus vite et doublera sa population en trente ans. Avec la libéralisation des échanges, les grandes puissances d'aujourd'hui surtout dans le domaine d'exportation des produits agricoles, ont eu recours à une intervention publique dans la production ou dans la répartition des revenus des producteurs ; ou autres politiques de l'Etat encore dans le secteur agricole, pour avoir aujourd'hui des produits compétitifs sur le marché agricole mondiale. Le fait est que seuls les pays en développement (PED), surtout ex-colonies ou sous-ajustement, ont suivi à peu près à la lettre les règles d'un libre échange avec pratiquement zéro intervention de l'Etat. Ce qui les a affaiblis encore plus devant les grandes puissances.

L'amélioration de la santé et de l'alimentation est importante en soi. Elle peut aussi contribuer à l'amélioration de la performance économique d'un pays. En Indonésie, au Kenya et en Inde, l'amélioration de l'alimentation des ouvriers avait permis une augmentation de la productivité. Au Japon, en Allemagne, en Belgique et en France, l'Etat joue un rôle actif de coordination de l'activité économique nationale. Parmi les pays en développement qui ont connu une croissance rapide, la Corée du Sud, Singapour ou Taïwan par exemple, sont des pays où les Etats jouent un rôle actif d'orientation du crédit vers des secteurs productifs. Dans ces pays, les stratégies de l'Etat ne sont basées ni sur le dirigisme, ni sur le libéralisme absolu. C'est la combinaison des actions publiques et privées qui est la base du succès. Ce qui pourrait être aussi le cas de Madagascar si notre pays a depuis toujours opté pour cette stratégie, partant surtout sur les bases réelles du pays tel que : la fertilité du sol, l'abondance en main d'œuvre, les institutions à reformer, etc. malheureusement à Madagascar comme dans certains pays d'Afrique, les stratégies de l'Etat sur relativement toute son économie sont régulées, contrôlées et même dictées par les bailleurs de fonds, la banque mondiale ou le FMI

puisque c'est eux qui financent ces stratégies. Plonger aujourd'hui dans une situation embarrassante, une crise politique, affectant toute la vie économique, sociale, culturelle et même spirituelle de la population, le pays dépend plus que jamais de ces grandes puissances. Même avec un bon programme de développement du secteur agricole ou de n'importe quel secteur, il nous faut leurs accords et surtout leurs appuis financiers. Il est évident qu'on ne peut se passer d'eux ; comment alors faire, ils ne savent qu'en globalité même pas les réalités politiques ou sociales ni économiques de notre pays. Tant que ces bailleurs ne font pas confiance à nos dirigeants, ils resteront nos dirigeants indirectement. Il faudrait au pouvoir public malgache quelqu'un qui sache saisir l'opportunité qui s'offre à notre pays sur le plan agricole surtout dans cette période de recherche de sécurité alimentaire partout dans le monde. Qui sait ce que nous réserve l'avenir avec l'élection qui se prépare pour bientôt dans la Grande Île. Mais cela, c'est une autre histoire.

Table des matières

REMERCIEMENTS	i
Glossaire.....	ii
Liste des abréviations.....	iii
CFAA : Centre de formation agricole d’Ambatofotsy	iii
DSRP : Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté.....	iii
OMC : Organisation Mondiale du Commerce.....	iii
R&D : Recherche et développement	iv
USD : Dollar Américain.....	iv
Sommaire.....	v
INTRODUCTION.....	1
Chapitre 1 :L’ECONOMIE AGRICOLE.....	4
Section 1 : Les théories économiques « agricoles »	4
I. La physiocratie	5
1. Concept de base de la physiocratie	5
2. Le tableau économique.....	6
3. Le produit net.....	7
II. L’agriculture dans les théories libérales.....	8
1. Approche libérale de l’économie agricole.....	8
2. Le modèle dualiste : le développement avec une offre illimitée de main-d'œuvre (Lewis, 1954)	9
III. La théorie des « trois secteurs ».....	10
1. Les trois secteurs d’activité économique.....	11
2. Théorie et évolution des trois secteurs	11
3. L’agriculture et l’industrie.....	12
Section 2 : L’agriculture dans les contextes historiques.....	13
I. Agriculture et colonialisation	13
1. Le contrat colonial	14
2. Nouvelles formes de colonisation.....	14
II. Agriculture et libéralisation des échanges.....	15
1. Les vertus de la libéralisation du commerce.....	16
2. L’agriculture dans l’économie mondiale.....	16
3. L’agriculture dans les objectifs du millénaire pour le développement (OMD)	18

III. Rôle de l'Etat dans le développement agricole.....	18
1. La politique agricole	19
2. Importance de la politique agricole d'un pays pour son développement	20
Section 1 : les stratégies agro-alimentaire des Etats-Unis et de l'Europe.....	21
I. La politique agricole américaine et son offensive commerciale.....	21
1. Caractéristique de l'agriculture américaine	22
2. La stratégie agro-alimentaire américaine	22
3. Le paradoxe de Leontief.....	23
II. Politique agricole européenne	23
1. La France, puissance agricole européenne	24
2. La politique agricole commune européenne (PAC).....	24
Section 2 : L'agriculture dans la croissance des pays asiatiques	25
I. La Chine.....	25
1. Les techniques utilisées dans le secteur agricole	26
2. Les recherches	26
3. Commercialisation	27
II. L'Inde	27
1. Libéralisation du commerce	28
2. Nouvelle technologie et discrimination sociale positive	28
III. Le Japon	29
1. Caractéristique géographique et agricole du Japon.....	29
2. Production et importation.....	30
3. Politique japonaise	30
Partie 2 : IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE DANS LE DEVELOPPEMENT	
ECONOMIQUE DE MADAGASCAR	32
Chapitre 1 : DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE AU DEVELOPPEMENT TOUT COURT.....	33
Section 1 : Poids de l'agriculture dans l'économie malgache.....	33
I. Croissance économique de source agricole.....	34
1. La vie économique des agriculteurs	34
2. Poids de l'agriculture dans le Produit Intérieur Brut (PIB).....	35
3. La productivité agricole à Madagascar	36
II. Agriculture source potentielle de développement du pays	38
1. Les potentialités de l'agriculture malgache	38

2. La sécurité alimentaire à travers l'agriculture : « Madagascar, grenier de l'Océan Indien »	39
3. Financement de programmes pour le développement dans le secteur agricole Malgache.....	40
III. L'agriculture malgache et le marché.....	41
1. Le marché des produits	42
2. Le marché du travail agricole	42
Section 2 : les facteurs d'entraves au développement agricole du pays	44
I. La pauvreté rurale à Madagascar.....	44
1. Importance de la production agricoles dans la réduction de la pauvreté.....	44
2. Les causes de la pauvreté rurale.....	45
3. Les problèmes dans l'activité agricole	46
II. Les facteurs d'influence à l'agriculture.....	47
1. Les outils utilisés en production agricole	47
2. Le climat et les aléas naturelles	49
3. Les institutions et infrastructures liées à la production agricole.....	50
Chapitre 2 : PERSPECTIVE DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE MALGACHE	53
Section 1 : Plan de développement agricole	54
I. Plan d'action pour le Développement Rural (PADR) 1997	54
1. Les éléments du PADR	54
2. Résultats dans l'ensemble.....	55
II. Programme National pour le Développement Rural (PNDR) 2005.....	55
1. Eléments du PNDR	56
2. Résultats obtenus	57
III. MAP ou Madagascar Action Plan (2007)	58
1. Objectifs	58
2. Résultats attendus.....	58
Section 2 :les cultures malgaches.....	59
I. Le riz	59
1. Importation de riz.....	60
2. La politique nationale de développement rizicole	60
II. Les autres cultures vivrières et les cultures industrielles.....	61
1. Les légumineuses	61

2. Les racines et tubercules.....	62
3. Les cultures industrielles	63
III. Les cultures d'exportation	63
1. Poivre - Madagascar, exportateur potentiel	63
2. Le cas du girofle	64
CONCLUSION	66
Tableau 1 : caractéristiques des trois catégories de pays, 2005.....	VIII
Tableau 2 : Présentation synthétique de la démarche méthodologique d'élaboration de politique agricole.....	VIII
Tableau 4 : Poids des différents secteurs dans le PIB	VIII
Tableau 8 : Répartition des ménages agricoles par Région.....	VIII
Table des matières	I
Bibliographie	V
Annexe	VIII

Bibliographie :

– Manuels et ouvrages

BADOUIN R., « *Les agriculteurs de subsistance et le développement économique* », Paris, Pédone, 1975

BAIROCK P., « *L'agriculture des pays développés de 1800 à nos jours* »., *Economica*, 1999, 191p

BERNIER X., « *Les mutations des espaces ruraux dans les PED* »., *Economica*, 1997

CLARK C., « *les conditions du progrès économique* », 1ère éd., 1941

COMBRIS P., « *changement structurels, le cas des consommations alimentaires en France de 1948 à 1968* », communication au x journées de microéconomie appliquée, Montréal, mai 1990

JACOB N. S., « *politique agricole vivrière en Afrique, base du miracle économique en Côte D'Ivoire* »., *L'harmattan*, 2000

GARBOUA L., « *la nouvelle théorie du consommateur* », CREDOC, janvier 1982

GUYAU L., « *A quoi sert une chambre de commerce ?* », *L'archipel*, collection l'information citoyenne, 2004

MANDRARA E. T., « *dynamique de l'économie marchande* »., l'Harmattan, collection « Economie et innovation »

MOUNIER A., « *Les théories économiques de la croissance agricole* »., *ECONOMICA*, 1992

MALASSIS L., GHERSI G., « *Initiation à l'économie agroalimentaire* » (ouvrage collectif), AUPEL/UREF, 1992

NORO M., « *Economies Africaines* »., *De Boeck & Larcier s.a* , 1998, 2^e édition

PADILLA M., « *Les politiques de la consommation alimentaire* »., Université Montpellier I, 1991

PADILLA M., MALASIS L., « *Economie agro-alimentaire, l'économie mondiale* »., Cujas, décembre 1986, Tome II

PERRIN S. et FILIPIAK E., « *L'agriculture et commerce, quels enjeux pour l'aide au développement ?* », éd. Afd, 2003

RODIER D. B. et BLANCHER J., « *La stratégie agro-alimentaire mondiale, les enjeux du XXIe siècle* », éd. Armand Colin/Masson, Paris, 1997

ROSTOW W., « les étapes de la croissance »., le seuil, 1960

SAUVY A., « *Tiers-Monde* »., PUF, 1956

– Revue, publications et autres

AGRIDOC, Mai 2004, « Manuel d'élaboration des politiques agricoles », Ed. Du GRET

AGROPOLIS-STRATEGIES, « *Les cents premiers groupes agroalimentaires mondiaux* » CIHEAM-IAM, Mont pellier, 1990

ASSOCIATION INTERNATIONALE D'ECONOMIE ALIMENTAIRE et AGRO-INDUSTRIELLE, mai 1992 « *L'Europe ne devrait-elle pas avoir une politique alimentaire ?* » Actes du colloque de parme.

BANQUE MONDIALE, « *rapport sur le développement dans le monde 2004 : qui sont les pauvres ?* », p. 20

BANQUE MONDIALE, « *rapport de développement dans le monde 2008: agriculture au service du développement* », page 56

BANQUE MONDIALE, « *Rapport économique et financier 1998* »

ECONOMIE DE MADAGASCAR, « *Agriculture : enjeux et contraintes de la libéralisation* », revue n°2, Octobre 2004

FAO, « *de l'agriculteur au planificateur : échanges et interactions, exploitations des meilleures pratiques* », atelier du 08 au 12 décembre 1997, Rome

Madagascar revue de politique de développement volume 1 : « *maintenir une croissance forte pour réduire d'avantage la pauvreté* », 16 Mai 2005

MAP, The Madagascar Action plan, 2007-2012, « *Madagascar Naturally*»

Ministère de l'Agriculture et de Développement rural, juin 1995, « *Le système national de vulgarisation agricole à Madagascar* », p 5

Ministère de l'Economie, de Finance et du Budget, 1999, « *Situation économique* », p 40

Ministère de l'Economie, de Finance et du Budget, 2000, « *Tableau de bord social : appui à la mise en place d'un système national intégré de suivi de la pauvreté* »

NATIONS UNIES, « *Objectifs du Millénaire pour le Développement ou OMD* », 2007, P.93

Programme ILO, « *agriculture rurale et politiques économiques à Madagascar* », Novembre 2003

OMC, « *retour sur la négociation agricole* », Paris., du GRET, février 2006

SYLVANDER B., « *alimentation service et contraintes de temps dans les ménages* », in Economie Rurale, n° 194, Novembre-Décembre 1989, p. 42-47

SYSTEME D'INFORMATION SUR LA FILIERE AGRICOLE (SIFA), « *les cadres de concertation inter-acteurs* », Septembre 2002

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : caractéristiques des trois catégories de pays, 2005

Tableau 2 : Présentation synthétique de la démarche méthodologique d'élaboration de politique agricole

Tableau 3 : niveau des dépenses publiques affecté au R&D en Chine

Tableau 4 : Poids des différents secteurs dans le PIB

Tableau 5 : Disponibilités en produits vivriers par habitant en 2000 Unité Manioc Maïs Patate douce Pomme de terre

Tableau 6 : effectif population rurale à Madagascar

Tableau 7 : effectif population agricole

Tableau 8 : Répartition des ménages agricoles par Région

Tableau 9 : évolution des importations de riz (Valeur en millions de DTS ; Volume en milliers de tonnes ; Prix en DTS par Kg sauf indication contraire)

Tableau 10 : évolution des exportations (Valeur en millions de DTS, Volume en milliers de tonnes, prix en DTS par Kg sauf indication contraire)

Tableau 6 : effectif population rurale à Madagascar

Province	2005	2006	2007	2008
Antananarivo	3 627 792	3 736 371	3 848 200	3 963 376
Fianaratsoa	3 226 599	3 322 786	3 421 841	3 523 848
Toamasina	1 887 212	1 943 612	2 001 698	2 061 520
Majunga	1 766 541	1 819 804	1 874 674	1 931 198
Tulear	2 456 666	2 539 964	2 616 500	2 695 344
diego	973 216	1 002 190	1 032 027	1 062 752
Madagascar	13 947 026	14 364 727	14 794 940	15 238 038

Source : service des statistiques Agricoles/ DSCE

Tableau 7 : effectif population agricole

Province	2005	2006	2007	2008
Antananarivo	3 236 618	3 323 512	3 412 738	3 504 361
Fianaratsoa	3 173 402	3 194 207	3 215 147	3 236 226
Toamasina	1 824 161	1 878 237	1 939 917	1 991 247
Majunga	1 744 784	1 797 785	7 852 395	1 908 665
Tulear	2 381 665	2 452 747	2 525 951	2 601 339
diego	935 093	1 030 186	1 134 950	1 250 368
Madagascar	13 295 723	13 676 674	14 075 098	14 492206

Source : service des statistiques Agricoles/ DSCE

Tableau 8 : Répartition des ménages agricoles par Région

Unité : %

	Petit exploitant agricole	Moyen exploitant agricole	Grand exploitant agricole	Total
Analamanga	85,3	8,3	6,4	100
Vakinankaratra	88,1	9,5	2,5	100
Itasy	66,3	25,6	8,1	100
Bongolava	60,2	33,4	6,5	100
Mahatsiatra Ambony	73,3	23,5	3,2	100
Amoron'i Mania	85,2	12,6	2,2	100
Vatovavy Fitovinany	90,0	6,4	3,6	100
Ihorombe	67,0	31,1	1,9	100
Atsimo Atsinanana	83,4	13,4	3,2	100
Atsinanana	87,0	11,3	1,8	100
Analanjirifo	71,5	23,2	5,3	100
Alaotra Mangoro	63,7	30,1	6,2	100
Boeny	61,4	33,0	5,7	100
Sofia	63,9	28,1	8,1	100
Betsiboka	59,1	35,5	5,5	100
Melaky	60,5	33,3	6,2	100
Atsimo Andrefana	71,2	24,7	4,0	100
Androy	50,8	45,3	3,9	100
Anosy	58,9	33,9	7,2	100
Menabe	61,0	36,6	2,4	100
Diana	50,5	43,6	5,9	100
Sava	65,2	31,9	2,9	100
Ensemble	73,3	22,2	4,5	100

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau 9 : évolution des exportations (Valeur en millions de DTS, Volume en milliers de tonnes, prix en DTS par Kg sauf indication contraire) :

	2005	2006	2007	2008
Café valeur	5,2	8,9	11,2	8,9
volume Prix	8,3	10,7	10,6	10,3
unitaire	0,6	0,8	1,1	1,2
Vanille valeur	32,5	32,6	36,4	26,4
volume Prix	1,9	1,7	3,1	1,8
unitaire	17,0	18,9	11,8	14,7
Clous de girofle	11,7	18,3	23,9	18,8
Valeur volume	6,3	10,5	13,6	8,3
prix unitaire	1,9	1,7	1,8	2,3
Poivre valeur	1,2	2,6	2,6	2,2
volume Prix	1,2	2,0	1,4	1,2
unitaire	1,0	1,3	1,8	1,8
Cacao valeur	2,8	9,2	12,1	9,9
Volume Prix	2,4	5,4	4,7	5,8
unitaire	1,2	1,7	2,6	1,7
Sisal valeur	2,6	4,9	1,9	1,2
Volume Prix	6,8	14,5	5,9	3,7
unitaire	0,4	0,3	0,3	0,3

Source : rapport annuel 2008- Banque centrale de Madagascar

Tableau 10 : évolution des importations de riz (Valeur en millions de DTS ; Volume en milliers de tonnes ; Prix en DTS par Kg sauf indication contraire)

	2005	2006	2007	2008
Valeur	55,60	27,60	44,60	55,30
Volume	279,40	137,00	207,80	200,80
Prix unitaire de la tonne	199,00	201,10	214,60	275,60

Source : rapport annuel 2008, banque centrale de Madagascar

RESUME

Dans une course égoïste à la place de la première puissance mondiale, les pays développés ne font qu'accentuer leur niveau de développement et cela même au détriment d'autres pays. Quant au PED, ils sont trop occupés à rechercher tous les moyens de les ressembler et se développer en imitant leur processus jusqu'à en oublier leur propre potentialité. Madagascar est un pays possédant un grand avantage en matière agricole à savoir la possession des facteurs terre et main d'œuvre essentiels à la production agricole. Le pays peut ainsi exploiter ce secteur, notamment en matière de sécurité alimentaire, une grande problématique avec l'accroissement sans cesse de la population mondiale. Le thème : « le secteur agricole dans le processus de développement de Madagascar » est traité dans le présent document pour que le pays prête une attention particulière à son secteur agricole, sans en faire pour autant un outil de lutte pour avoir une place dans le pouvoir public.

La première partie, agriculture et développement, résume en deux chapitres la situation et stratégie agricole dans les pays développés pour en déduire l'importance de l'agriculture, assurance alimentaire dans le processus de développement.

La seconde partie, importance de l'agriculture dans le développement de Madagascar, se consacre à montrer comment et pourquoi le secteur agricole peut être une des sources de développement du pays.